



le monde Libertaire

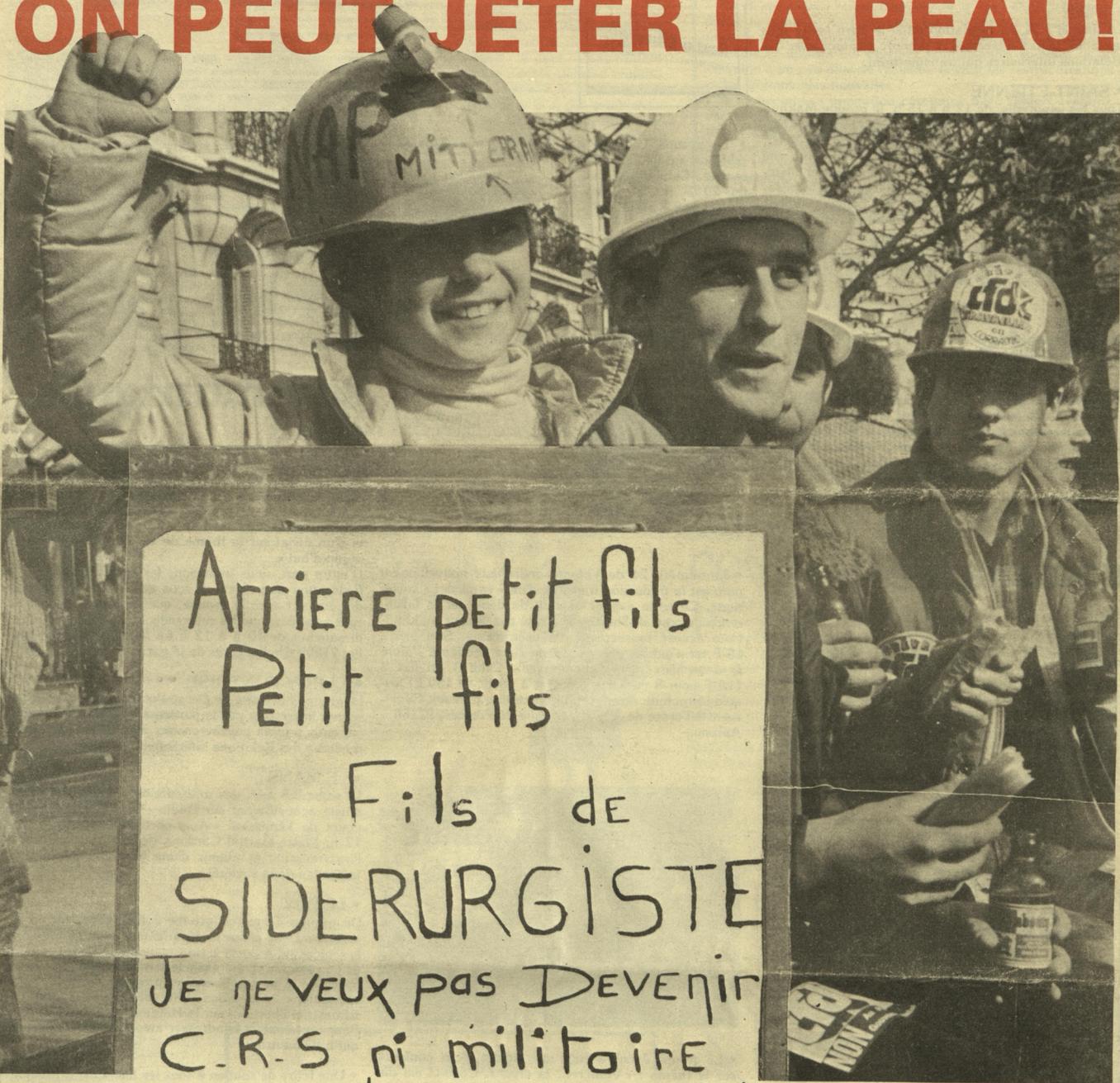
Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°529 JEUDI 3 MAI 1984 8,00 F

LORRAINE

ON A PRESSÉ LE CITRON, ON PEUT JETER LA PEAU!



ARRIÈRE petit fils
Petit fils
Fils de
SIDERURGISTE
JE NE VEUX PAS DEVENIR
C.R.S ni militaire



LE POISON RACISTE

Les Français sont-ils racistes ?
Ou sont-ils
tout simplement xénophobes ?
PAGE 5



BRÉSIL

Après le refus du Congrès...
des élections présidentielles
pour 1988 ?
PAGE 8



C.F.D.T.

De recentrage en dérive,
quel avenir pour l'ex-C.F.T.C.
après son Conseil national ?
PAGE 12

FP 2520

fêtes

• DIJON
Le groupe de Dijon présente son premier gala : le vendredi 4 mai, à 21 h, avec Jean-Roger Caussimon, à l'amphi Roupnel, fac. de lettres, boulevard Gabriel. Le prix des places est de 55 F et l'on peut louer celles-ci à l'Atelier de photographie, 57, rue Jeannin ; à l'Air libre, 16, rue du Tillot ; au Soleil noir, 10, rue Crebillon, à Dijon.

communiqués

• TARN
La liaison F.A. en formation dans le Tarn invite tous les anarchistes intéressés à prendre contact avec les Relations intérieures qui transmettront.

• SAINT-ETIENNE
Tous les vendredis, de 13 h à 15 h, le groupe Makhno de Saint-Etienne anime « Rouge et Noir, tribune libertaire » sur une radio libre locale : Radio-Dio (90 MHz). Cinq rubriques structurent l'émission : l'actualité vue par les libertaires, les boulets noirs, un dossier historique (par exemple : les maîtres-camarades ou la pédagogie libertaire en Allemagne ; les collectivisations en Catalogne, en 1936 ; etc.), mémoire d'anarchistes (sur les personnages de l'anarchisme, ex. : S. Faure) et un sujet-débat. Cadre musical : de M.C.5 à des groupes anarchistes grecs, en passant (quand même !) par Ferré, Brassens, Renaud, Manset, etc., jusqu'à The Cure.

débats

• RAMBOUILLET-VALLÉE DE CHEVREUSE
Le groupe Emile-Pouget organise le mercredi 9 mai, à la salle municipale de l'abbaye, à Gif-sur-Yvette, à 20 h, une réunion sur le thème : « Ecole laïque et école libertaire ». Les personnes intéressées pourront prendre contact avec le groupe à cette occasion. Pour tout renseignement, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes de la F.A. — PAGE 3 : En Bref, Editorial, Thierry Maricourt condamné I, Le Puy : ville pieuse, L'anarchisme au Ulis, Salut André — PAGE 4 : Vous avez dit laïcité, P.T.T. : Haro sur le droit de grève, Toulouse : la justice n'aime pas la radio — PAGE 5 : Racisme : de la banalisation à la légitimation, Pluie de dollars sur la Bretagne — PAGE 6 ET 7 : Interview de F. Introvigne — PAGE 8 : Election directe au Brésil, Le Brésil et les « emplumés » — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Archives — PAGE 11 : Radio-Libertaire, Notes de lecture, Disque — PAGE 12 : Où va la C.F.D.T. ?

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement
 (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

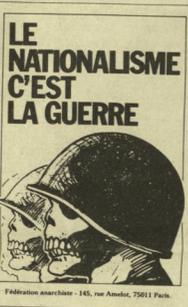
éditions



• Le groupe Libertad a édité un autocollant anticariste. Celui-ci est vendu 20 F les 50 exemplaires et 2 F pièce.



• Un autocollant antimilitariste a été édité. Il est vendu 5 F les 10 exemplaires et 1 F pièce.



• Le numéro 24 de *Volonté anarchiste* nouvellement paru est la traduction française d'un « samizdat » soviétique. Ce texte a pour objectif de dénoncer la falsification marxiste de l'histoire quant au mouvement makhnoviste accusé faussement d'antisémitisme. Son prix : 15 F, et n'oubliez pas que le meilleur soutien à *Volonté anarchiste* reste l'abonnement. Celui-ci est fixé à 110 F pour 8 numéros (soutien à partir de 180 F) jusqu'au prochain numéro (augmentation prévue). Règlement à l'ordre de A.S.H., 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.



• Le groupe Jacob a édité une affiche (deux couleurs) sur le thème : « Vaincre... la crise ». Celle-ci est disponible au prix de 1 f l'unité et 0,90 F l'unité à partir de 500 exemplaires. Format : 60 x 84.

Permanence du Secrétariat administration, sec-teur imprimerie :
le samedi de 15 h à 17 h,
à la librairie du Monde libertaire.

liste des groupes f.a.

• LIAISONS PROFESSIONNELLES :
Liaison des postiers, Cercle inter-banques, Liaison ORTF.

• LIAISONS :
Nord : Noyon, Valenciennes, Stella-plage — Picardie : Pont-Sainte-Maxence — Est : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs — Ile-de-France : Mantes-la-Jolie, Corbeil-Essonnes — Ouest : Lamballe, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Châtelleraut, Angoulême — Centre : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord-Haute-Loire — Sud, Sud-Ouest : Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Sainte-Affrique, Sète, Canne-la-Bocca, Lot, La Seyne-sur-Mer, Nice — Rhône-Alpes : Chambéry, Bourgoin-Jallieu — Corse : Ajaccio.

• PROVINCE :
Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulin — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-rhône : Marseille, Bouc-Bel-Air — Calvados : Caen — Charentes-Maritimes : Marennes, Rochefort — Côte d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure : Evreux — Finistère : Brest, Quimper — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse nord, Toulouse sud — Haute-Saône : Gray — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dôle — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Charbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Creil — Orne : Flers, La Ferté-Macé — Rhône : Lyon — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yonne : Auxerre.

• RÉGION PARISIENNE :
Paris : douze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e — Banlieue sud : Fresnes-Antony, Vallée de Chevreuse-Rambouillet, Villejuif, Melun — Banlieue est : Gagny, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Montreuil, Rosny, Bobigny, Drancy — Banlieue ouest : Houilles, Versailles, Conflans-Sainte-Honorine — Banlieue nord : Villeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Argenteuil, Colombes, Sevran, Bondy, Epinay-sur-Seine.

communiqués

• CHELLES
A l'occasion de l'inauguration de son local, le groupe Sacco et Vanzetti invite toutes les personnes intéressées à une journée « Portes ouvertes » le samedi 5 mai. Au programme : à 14 h, ouverture du local avec la présentation de l'exposition « La presse anarchiste » ; à 21 h, projection du film « Sacco et Vanzetti » suivi d'un débat sur le thème de « L'anarchisme, hier et aujourd'hui ». D'autre part, nous informons les sympathisants de la Fédération anarchiste et tous ceux qui veulent prendre contact avec le groupe, que des permanences seront assurées tous les mercredis de 15 h à 18 h et les dimanches de 10 h à 12 h au local, 1 bis, rue Emile, 77500 Chelles (près de la gare).

• CERGY-PONTOISE
Le groupe libertaire de Cergy-Pontoise informe les personnes intéressées par la participation à la vie du groupe, qu'ils peuvent prendre contact avec nous, par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• LE MANS
Le samedi 5 mai, des militants de la Fédération anarchiste accueilleront sur Radio-Alfa (100,1 MHz), au cours de l'émission « Anar-chroniques », de 16 h à 17 h, Pierre-Martial Cardona (journaliste, militant de l'insoumission et auteur d'une brochure sur la militarisation de la société).

• LE PUY
Un groupe libertaire (groupe Jules-Vallès) est en formation au Puy et sur le département de la Haute-Loire. Les objectifs à court terme peuvent se définir comme suit : création d'une association pour favoriser la diffusion de la pensée libertaire (propagande, conférences, expositions, animations culturelles, etc.) ; édition d'un trimestriel libertaire sur la Haute-Loire. Pour tout contact, s'adresser aux Relations intérieures qui transmettront.

• Une lettre de soutien à tous les insoumis est toujours disponible à la librairie du Monde libertaire. Elle reprend les arguments de deux articles antimilitaristes du *Monde libertaire* n°503 et se termine par ces exigences : « J'exige que les opinions de chaque individu soient respectées et que nul ne soit inquiété pour ses idées. J'exige l'arrêt immédiat des poursuites contre les insoumis à l'armée ou au service civil.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris-11^e •
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie : « Roto de Paris » 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

le r
en
• Le n
est par
s'adres
Son pr
Au son
74,94 ;
et de r
des fé
psychi
en ques
Adress
23, rue
• Le gr
vient d'é
« Une s
l'école l
Prix à l'
et 70 F
Adresse
76800 S
• L'Unio
a édité
dans le
le stat
Ce maté
au 4, rue
92100 B
Le tract
de 13 F
l'affiche
• L'Union
de la C.N.
organise
de 10 h
d'informa
39, rue de
tél. 878.7
Tout au l
les pers
pourront
de l'anar
et de la C
Rappelons
que cette
est indépen
dont le sié
33, rue de
• Samedi
et diman
Mystag, le
donnera un
sur la mag
au Salon-t
12, rue des
Paris 5^e.
Pour plus
contacter l
à la même
Le lundi 30
à la même
fera une co
sur le thème
à l'expressi
l'évolution
• Le C.O.D.
organise un
le 9 mai, à
au 55, rue S
• Parler de
c'est évidem
dans la mes
de la détent
la suppressi
et sexuelle.
Marc Ploqui
et Cyril Debr
des centaine
pour élaborer
sur le « Droit
pour les pers
Cette public
à compte d'a
financée par
qui se sont c
puisque la C
vient de s'opp
Pour tout rense
contacter : M
5, rue du Doc
37000 Tours.
• Le Centre d
et d'études so
en collaborat
trois journée
à Bordeaux, l
Cela se passera
rue de la Bec
près de l'hôpi
Au program
Vendredi, 20 h
« A quoi sert l'
samedi, 15 h,
« Vers une édu
samedi, 20 h 3
sur l'éducation
dimanche, 15
« Carrefour po
différente »,
J.-M. Raynaud
participera à c
ainsi que les él
expérimental d
des représentants
des enseignants
la pédagogie F

en bref...en bref...

• Le numéro 1 du journal *Otages* est paru. Ce nouveau trimestriel s'adresse aux prisonniers. Son prix est de 5 F. Au sommaire : des adresses utiles ; 74-84 : 10 ans de luttes et de résistances ; des témoignages sur l'isolement ; psychiatrie et médecine pénitentiaire en question ; etc. Adresse : *Otages*, c/o C.L.E.S., 23, rue de Fontenoy, 59000 Lille.

• Le groupe « Allongez enfants » vient d'éditionner un autocollant sur l'école : « Une seule école libre, l'école buissonnière ! ». Prix à l'unité : 4 F, 30 F les 10 et 70 F les 50. Adresse : 9, impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray.

• L'Union pacifiste de France a édité un tract et une affiche dans le but de faire connaître le statut des objecteurs de conscience. Ce matériel est disponible au 4, rue Lazare-Hoche, 92100 Boulogne. Le tract est disponible au prix de 13 F les 50 et 25 F les 100 ; l'affiche : 13 F les 50 et 23 F les 100.

• L'union locale de Paris de la C.N.T. « Tour-d'Auvergne » organise le samedi 5 mai, de 10 h à 19 h, une journée d'information dans son local au 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris 9^e, tél. 878.78.64. Tout au long de cette journée, les personnes intéressées pourront venir pour discuter de l'anarcho-syndicalisme et de la C.N.T. en France. Rappelons pour information, que cette union locale est indépendante de la C.N.T. française dont le siège parisien est situé au 33, rue des Vignoles, Paris 20^e.

• Samedi 5 mai, à 20 h 30, et dimanche 6 mai, à 14 h 30, Mystag, le prestidigitateur, donnera un spectacle culturel sur la magie et ses mystificateurs au Salon-théâtre Han-Ryner, 12, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris 5^e. Pour plus de renseignements, contacter la Libre Pensée, à la même adresse. Le lundi 30 avril, à partir de 20 h, à la même adresse, Mystag fera une conférence-spectacle sur le thème « De la magie religieuse à l'expression artistique et culturelle : l'évolution de l'illusionnisme ».

• Le C.O.D.D.I. (Comité de défense des droits des immigrés) organise une assemblée générale le 9 mai, à 19 h 30, au 55, rue Stephenson, Paris 18^e.

• Parler de la sexualité des détenus, c'est évidemment se moquer du monde dans la mesure où le propre de la détention est justement la suppression de toute vie affective et sexuelle.

Marc Floquin (de Tours) et Cyril Debray (de Paris) ont réuni des centaines de lettres, pour élaborer un mémoire sur le « Droit à la sexualité pour les personnes incarcérées ». Cette publication se fera à compte d'auteur, financée par des détenus qui se sont cotisés, puisque la Chancellerie vient de s'opposer à la sortie du texte. Pour tout renseignement sur ce dossier, contacter : Marc Floquin, 5, rue du Docteur Guérin, 37000 Tours. Tél. (47) 66.26.33.

• Le Centre de documentation et d'études sociales organise, en collaboration avec la C.N.T. trois journées sur l'éducation, à Bordeaux, les 18, 19 et 20 mai. Cela se passera salle Quintin Loudeur, rue de la Bechade, près de l'hôpital Picon. Au programme : Vendredi, 20 h 30, « A quoi sert l'école ? » ; samedi, 15 h, « Vers une éducation différente » ; samedi, 20 h 30, projection de films sur l'éducation » ; dimanche, 15 h, « Carrefour pour une éducation différente ». J.-M. Raynaud (militant de la F.A.) participera à ces journées, ainsi que les élèves du lycée expérimental de Saint-Nazaire, des représentants des lieux de vie, des enseignants pratiquants la pédagogie Freinet.

LE PUY : VILLE D'ART, VILLE PIEUSE

Cl, la superstition religieuse est institutionnalisée et l'école privée bien catho fleurit et s'épanouit sur le fumier de l'obscurantisme. Devant ce quasi monopole de la morale chrétienne sur l'éducation, devant les compromissions des instances de la gauche traditionnelle, les anarchistes de la Haute-Loire disent non ! Défendre la laïcité, d'accord, mais se faire « cocufier » par la gauche « cléricalisée », alors là, pas question !

C'est ce que nous avons dit au cours de la conférence « De la laïcité à l'éducation libertaire », animée par J.-M. Raynaud, le jeudi 12 avril au Puy.

Dans notre société, l'éducation est essentiellement le produit de la culture des possédants (vérité de La-Pallice me direz-vous ?). L'éducation est tout d'abord affaire de spécialistes (instits, professeurs, éducateurs, etc.) chargés de gâcher les jeunes cervelles, de les conditionner, de les préparer à la vie d'un citoyen moyen, militarisé, subordonné aux chef-

feries, discipliné, sans esprit critique.

Jean-Marc Raynaud nous a rappelé que l'éducation doit être appréhendée de manière globale. L'amalgame « Education-Instruction scolaire » doit être combattu. Et quelle éducation souhaitons-nous ? Une éducation intégrale, qui prenne en compte l'individu à tous les stades de sa vie, une éducation qui sorte de l'ornière de l'école. Il faut désinstitutionnaliser l'école pour se réapproprier le savoir, la connaissance, la culture. Et si des expériences pédagogiques d'inspiration libertaire peuvent ou ont pu voir le jour (La Ruhe avec Sébastien Faure, Robin, Ferrer en Espagne, les expériences d'écoles parallèles, etc.), nous devons avoir toujours en tête qu'une éducation libertaire ne peut s'épanouir que dans une société anarchiste. Une société qui prenne en compte l'individu dans sa globalité, dans son intégralité.

Yanik, Michelle
Liaison Le Puy

L'ANARCHISME AUX ULIS

AUX Ulis, des mots comme Millepertuis, Chataigneraie, Avelines, Jardin des lys, Treille... ne servent qu'à désigner des blocs de béton résidentiels. Entre chaque pâté d'immeubles, la nature est là, avec accès direct par l'autoroute, gazon discipliné comme la nuque d'un militaire. Interdit bien sûr d'y poser son cul sur cette nature propre. Plus de jardins ouvriers des banlieues d'il y a déjà autrefois. Plus d'espaces hors tutelle, même la bordure et la plate-bande sont planifiées. Villages sans centres autres que commerciaux, A ville nouvelle, nouveaux temples.

C'est dans ce cadre-là, que le jeudi 29 mars, à la M.J.C. de Courdimanche, nous avons tenté de semer la graine d'anarchie. De modifier cette image de marque faite à notre encontre par les idées reçues et les mensonges. De montrer que nous n'avons ni des gueules de conspirateurs ni des bombes cachées dans le dos. Nous présentions un montage audiovisuel intitulé : « L'Anarchie ». Tentative de résumer en 45 minutes d'images et de sons,

une histoire riche et aussi diversifiée que celle de l'anarchie. Paris qui tient de la gageure.



Animant le débat qui suivit la projection, Yves Peyraut mis son talent oratoire à contribution pour suppléer aux lacunes du montage et apporter aux quelques cinquante personnes présentes des éclairages complémentaires.

L'anarchie peut prospérer, tuée de courage.

Gr. Emile-Pouget

SALUT ANDRES

Nous avons appris le décès, mardi 6 mars, de notre camarade Bernard Andres. Ce compagnon d'origine espagnole, s'était établi en France à la fin de la guerre d'Espagne.

Il exerçait jusqu'à récemment sa profession d'électricien. Cet artisan, amoureux du travail bien fait, sut

toujours répondre par sa présence lorsque le mouvement anarchiste lui demandait une aide.

Par son travail et son éthique de vie, il demeura dans notre souvenir. Que sa famille et ses amis soient assurés que nous partageons leur peine pour la perte d'un tel compagnon.

Fédération anarchiste

Editorial

AVANT la manifestation des sidérurgistes lorrains du vendredi 13 avril, on entendait guère causer de Laurent Fabius, plus, on parlait même de ses silences. Au plan gouvernemental, personne ne se mettait encore en avant pour revendiquer la reprise du plan acier du tandem Giscard-Barre. Le moins que l'on puisse dire, c'est que quasi tout le monde était aux abois en attendant que l'orage passe. Mais François Mitterrand, pour monter en première ligne, a désigné celui que d'aucuns appellent son dauphin : Laurent Fabius.

Carricaturé tel « Super-Dupont » à la une d'un hebdomadaire, le ministre de l'Industrie a-t-il vraiment des solutions miracle pour la Lorraine ou n'est-il là que pour faire passer la pilule et appeler les diverses composantes sociales de la Lorraine à un peu plus de réalisme devant les restructurations et les technologies nouvelles ?

A moins que sa prestation commune avec Gilbert Trigano, samedi dernier sur R.T.L., ne lui ouvre de nouvelles perspectives ? Calfeutrée la semaine dernière à la préfecture de Nancy, Laurent Fabius a reçu l'ensemble des représentants syndicaux et élus de la région. Il leur a annoncé son « mini-plan » de sauvetage pour la Lorraine : 4 000 nouveaux emplois, qui en plus qu'hypothétiques, ne pèsent pas bien lourds devant les 25 000 suppressions d'emplois, annoncés dans la sidérurgie lorraine.

Pour ces nouveaux emplois, puisés principalement dans les « tiroirs » des entreprises publiques, y aura-t-il un quota syndical ou devra-t-on faire allégeance à la bonne volonté gouvernementale ?

On nous dira que la gauche au pouvoir n'est pas responsable de l'héritage de la gestion de la droite, que la situation était irréversible et cela n'est pas entièrement faux. Mais si le renouveau économique de la Lorraine se passe sur le dos des travailleurs, il ne faut plus parler de socialisme. Ou alors le redéfinir. Pour les anarchistes, un changement de société passe par un changement des rapports de production, par l'abolition du capital. Si la majorité au gouvernement veut gérer les intérêts du capitalisme français qu'elle le fasse, mais qu'elle n'y mêle pas le mouvement ouvrier et son histoire !

THIERRY MARICOURT CONDAMNÉ

PARCE qu'il n'a pas rejoint la caserne de Landau (R.F.A.), en avril 1983, Thierry Maricourt est passé en procès, en appel, en mars 1984. En appel, car un premier procès, en octobre 1983, l'avait condamné à 6 mois de prison ferme. Six mois de prison pour un refus d'apprendre à tuer, c'est très élevé. Mais par un jugement rendu le 17 avril, la cour d'appel de Paris vient de confirmer cette peine. Dans quelle époque vivons-nous pour que des individus qui refusent de marcher au pas cadencé, qui refusent d'apprendre les mille et une façons raffinées de donner la mort, soient condamnés à de la prison ? Choisir sa vie est un délit ! Thierry Maricourt tient à affirmer sa volonté de construire une société sans guerre, et donc sans armée. Ce qui est, encore aujourd'hui, passible de prison. Les bouchers sont toujours au pouvoir !

Il est intolérable que Thierry Maricourt ait été condamné à 6 mois de prison. C'est pourquoi, dès maintenant, le soutien de tous est indispensable. Il est encore temps de lui éviter de passer 6 mois « à l'ombre », et prochainement des actions de soutien vont avoir lieu. Pour tout soutien : Thierry Maricourt, c/o G.A.A., B.P. n°7, 80330 Longueau.

Groupe anarchiste d'Amiens



TOULOUSE : LA JUSTICE N'AIME PAS LA RADIO !

Le 10 mai 1984, à Toulouse, les quatre membres du bureau de la radio Canal Sud (96,1 MHz) sont convoqués chez le juge d'instruction. Ils auront sans doute une pensée (en ce jour anniversaire) pour ceux qui, trois ans plutôt, parlaient de radios « libres ».

La vraie coupable s'appelle « Transmuralie express », c'est une émission qui commet chaque dimanche soir le crime de s'exprimer sur les prisons et pire encore celui de permettre aux prisonniers eux-mêmes de dire à tous ce qu'ils vivent derrière les murs.

Nous avons rencontré ses animateurs et ils nous ont dit ce qu'ils pensent :

« La prison sert de bâton contre ceux qui refusent la carotte. N'importe qui peut aujourd'hui en faire les frais, tout individu décidé à vivre est criminalisé par l'Etat et au besoin enfermé. »

Ainsi chaque année, en France, 100 000 personnes se voient offrir un voyage, tous frais non payés, dans les goulags français. La prison est la conséquence de la politique sociale étatique qui n'a de solutions que la répression par l'enfermement ou l'exclusion sous des couvertures de « sécurité publique » et de réinsertion.

Si la « légalité » proclamée par l'Etat est sans cesse bafouée au cœur même de ses institutions (tabassages dans les commissariats, arbitraire de la justice, censure du courrier, tortures physiques et psychologiques...), ce n'est pas tant le fait du manque de contrôle du pouvoir central socialiste sur ses fonctionnaires les plus réacs mais celui de la division du travail entre les différentes « bandes organisées » qui constituent cet Etat (administration pénitentiaire, police, appareil judiciaire). La sauvagerie, contre laquelle l'Etat est censé protéger les individus, est en fait une de ses composantes essentielles. Le huis clos pénitentiaire n'est que l'expression de sa dissimulation.

Briser ce huis clos est effectivement possible et nécessaire, notamment par le moyen des ondes radios qui « passent les

murs ». Mais quand les détenus prennent la parole pour dire publiquement ce qui se passe réellement dans les prisons, quand la « communication » redevient dangereuse, alors le couperet tombe : cachot, censure du courrier, fouilles corporelles, arrêt de la vente des postes F.M. à la prison de Tours, intimidations, assimilation de l'envoi de lettres ou de cassettes à une « mauvaise conduite », transferts, etc.

C'est pour avoir, suivant l'expression d'un détenu de Muret, « redonné un sens à l'expression radio libre » par l'émission « Transmuralie express » que la radio Canal Sud fait aujourd'hui l'objet de poursuites judiciaires (convocation des membres du bureau de l'association chez le juge d'instruction le 10 mai au palais de justice de Toulouse). Les insultes proférées à l'antenne n'étant bien sûr qu'un prétexte.

Ainsi, depuis décembre 83, « Transmuralie express », provocation ouverte aux autorités, émet en direction du centre de détention de Muret et de la prison Saint-Michel. Son objectif est de répercuter la parole des détenus vers « l'extérieur » et de pouvoir établir entre eux une libre communication, pour que chacun ne se considère plus comme un cas isolé, prêt à baisser les bras devant des humiliations incessantes. Le courrier qui parvient chaque semaine à la radio, les cassettes qui lui sont communiquées, la répression qui suit, montrent la difficulté, vu de l'intérieur, à dénoncer les pratiques dégradantes visant à l'anéantissement physique et mental qui y font loi.

Une émission contre l'enfermement, c'est aussi les messages téléphoniques des familles, les prises de parole à l'antenne de ceux qui ne se résoudront pas à se laisser briser « à l'extérieur ».

Gr. Albert-Camus
Toulouse

* Toute correspondance est la bienvenue, aussi voici l'adresse de l'émission : « Transmuralie express », c/o Canal Sud, 40, rue Alfred-Duméril, 31000 Toulouse. Tél. (61) 52.58.49.

P.T.T. : HARO SUR LE DROIT DE GRÈVE

Le ministre des P.T.T. voit rouge ! Alors qu'il avait décidé de parachever l'œuvre de ses prédécesseurs en accélérant la restructuration de l'acheminement du courrier, il est le premier à constater la dégradation du service postal. Loin de permettre de progresser dans l'amélioration de la qualité de service, sa réforme n'a fait qu'accélérer le recul.

Mexandeau a trouvé un bouc émissaire : les postiers et leurs syndicats. L'opération policière du centre de tri de Caen dans la nuit du 14 au 15 avril ne lui a pas suffi. Il s'est servi de ce prétexte pour lancer une vigoureuse campagne de presse de culpabilisation des postiers.

La vérité
sur la qualité du service

Certes, on ne peut nier qu'une grève retarde l'acheminement du courrier ; on peut même dire qu'une grève des P.T.T. qui n'aurait pas d'incidence sur la distribution n'aurait aucun effet. Mais ces grèves tant dénoncées depuis plus de 6 mois ont justement pour objectif de s'opposer à des suppressions d'emplois qui ne peuvent qu'accroître les difficultés de fonctionnement du service, donc la qualité du service rendu à l'usager.

Lors d'une conférence de presse, le 17 avril, la fédération C.G.T. révélait que, dans les centres de tri de Paris qui n'ont été affectés par aucune grève depuis la grève nationale du 8 mars, 2,5 millions de lettres étaient en souffrance ce jour-là pour cause de manque d'effectifs.

Les faits sont là ! Dans tous les centres on cherche à tirer les effectifs au plus juste et quotidiennement du courrier prend du retard. On peut même ajouter que souvent du courrier urgent est volontairement laissé de côté au profit du courrier non-urgent.

Redéploiement
des effectifs !

L'argument employé est toujours le même : au nom de l'égalisation des charges de travail entre les différents services de la poste, on prétend enlever des effectifs là où il y a moins de travail et les déverser sur des services surchargés. Or, si les travailleurs des centres de tri assistent en première ligne aux suppressions d'emplois, les créations d'emplois se font beaucoup plus rares.

Mieux, les bureaux de poste parisiens se verront amputés d'une trentaine d'emplois en 1984. Et le ministère n'a pas caché son intention de ne combler les vacances d'emplois décollant des départs en retraite qu'à concurrence de 2 sur 3. Ce sont plusieurs milliers d'emplois qui seront ainsi supprimés, bien plus que cette fameuse réforme ne permettrait d'en dégager dans les centres de tri, si les agents la laissaient appliquer sans réagir !

En fait, le ministère « socialiste Mexandeau poursuit la politique la plus réactionnaire qui consiste à saboter le service public et à aggraver les conditions de travail des agents.

Droit de grève :
pas touche !

La plupart des grèves récentes ont adopté une tactique nouvelle. En effet, la loi du 19 octobre 1982 a supprimé la règle de la retenue du 1/30^e du salaire qui s'appliquait à tout arrêt de travail, même d'une durée limitée. Pour durer plus longtemps, les travailleurs avaient donc choisi des débrayages quotidiens d'une heure, organisés naturellement aux heures les plus sensibles (le chargement des camions et des trains s'effectue sur un temps court en fin de soirée).

La tactique semble avoir été efficace puisque des mouvements ont ainsi affecté plusieurs centres pendant parfois plus d'un mois. Citons quelques-uns des centres : Caen bien sûr,

mais aussi Amiens, Poitiers, Montpellier, Nîmes, Marseille, Rouen, Saint-Lô. Ces « grèves bouchons » qui menaçaient de durer encore longtemps ont conduit le ministre à prendre la décision que l'on sait.

Mais il n'entend pas s'arrêter là ! Il l'a annoncé clairement : s'il le faut, on changera la loi sur le droit de grève. Car il ne fait pas de doute pour lui qu'il s'agit là d'un sabotage délibéré, orchestré par des « minorités agissantes ». Ne lui demandez pas s'il pense à l'extrême gauche ou à l'extrême droite, il ne sait pas encore... Le coup des deux extrêmes qui se rejoignent, on nous l'a déjà fait !

S'agissant d'extrémisme, Mexandeau rendrait des points à beaucoup de ses prédécesseurs de droite. Le droit de grève, il n'a pas l'intention d'y toucher, prétend-il, mais il n'acceptera pas qu'on l'utilise d'une manière « perverse » (entendez par là : en gênant le service), ce qui revient au même. Le droit de grève qui n'appartient pas au ministre ni à son parti et la classe ouvrière est assez grande pour décider elle-même de quelle manière elle entend utiliser ce droit si chèrement conquis.

Devant l'assemblée de ses directeurs régionaux et départementaux, Mexandeau a su trouver des accents que Chirac ou Le Pen ne désavoueraient pas : « Les grèves d'une heure et le coulage des cadences sont insupportables ! Si vous avez des grèves sans préavis, prenez les mesures qui s'imposent ! Je revendique personnellement l'opération de Caen. »

Pour tous ceux qui se feraient encore des illusions sur cette bonne vieille gauche, le réveil risque d'être brutal. La politique répressive ne peut que s'accroître dans les mois à venir. Contre cette attaque d'envergure, les agents des P.T.T. doivent se préparer à riposter. La timidité des réactions syndicales ne doit pas cacher le réel mécontentement qui va grandissant.

Alain Sauvage

VOUS AVEZ DIT LAÏCITÉ ?

Une manifestation pour l'école laïque du 25 avril fut un « succès ». Certains parlent de la plus grande manifestation depuis 1968. Il y eut 500 000 manifestants à Paris, sans parler de toutes les autres... Mais laissons là les chiffres !

C'est à l'appel du C.N.A.L. (regroupant F.E.N., S.N.I., D.D.E.N., F.C.P.E., etc.) que se sont rassemblés autant de personnes qui ont fait ressentir le « ras-le-bol » d'une école publique qui se dégrade : fermetures de classes, sureffectifs, peu de moyens... une école publique à l'heure de l'austérité.

Il est évident que l'ensemble des manifestants étaient déçus par la politique de gauche, du plan Savary, qui favorise l'école confessionnelle et patronale. Si, avec les lois antilaïques de la droite, les communes devaient participer financièrement aux crédits de fonctionnement de l'école privée, il était facile pour certaines communes, car les textes étaient flous, d'éviter ce financement. Avec le projet Savary, les communes ne pourront pas échapper à ce financement.

Le peuple laïque qui était dans la rue pour faire abroger les lois antilaïques n'a pas pu se faire entendre car cette manifestation a surtout été une réponse à celle de Versailles (organisée par les partisans de l'école privée) plutôt qu'un combat contre



les projets gouvernementaux. Aucune réflexion n'a été entamée sur la laïcité en tant qu'œuvre pédagogique. Les manifestants ont été muselés car aucune sonnerie n'avait été prévue pour faire entendre la voix des laïcs. Tout a été fait pour qu'il n'y ait pas de débordement et les moyens de propagande (affiches, tracts) ont été reçus au dernier moment. De plus le slogan : « La seule école libre, c'est l'école publique » sonnait faux, puisque une école de classes, avec un accord Armée-Education ne peut être libre. L'appel à l'école unique, c'est un appel à l'école de division par classes. C'était une manifestation contre la politique de gauche détournée par le C.N.A.L., le P.S. et le P.C. pour en faire une manifestation de l'union de la gauche soutenant le gouvernement.

Cette manifestation est aussi une défaite : la loi Savary sera amendée et certainement votée. Les lois antilaïques ne seront pas abrogées. Mais il faudra bien qu'un jour, les laïcs prennent leur revanche et, pour cela, c'est dès maintenant qu'il faut se mobiliser.

Laurent
Gr. Pierre-Besnard



MARÉE NOIRE : PLUIE DE DOLLARS SUR LA BRETAGNE

La marée noire qui avait dévasté la Bretagne en 1978 va-t-elle se transformer en pluie de dollars, c'est ce qu'espère les maires des 78 communes bretonnes et l'Etat français après la décision des juges de Chicago de déclarer responsable la Standart Oil of Indiana des dégâts. Les dommages et intérêts estimés s'élevaient entre 195 et 284 millions de dollars. Cette somme serait à partager entre l'Etat et les communes, dans une proportion restant à fixer. Cette information me semble importante bien sûr pour les communes sinistrées, mais surtout par la reconnaissance de la responsabilité de l'armateur et non de la responsabilité de la compagnie transportant le fret car c'est une brèche ouverte dans la pratique scandaleuse des pavillons de confiance.

En effet, depuis de nombreuses années, les navires battant pavillons panaméens, libériens, grecs, etc., violent impunément les lois internationales en matière de navigation mari-

time. Ce n'est bien sûr pas les profits perdus ou détournés pour les Etats qui m'intéressent dans ce cas, mais bien les risques encourus par les riverains, et surtout par les travailleurs (marins, dockers, etc.). Les lois des différents pays, en matière de législation sociale sont régulièrement transgressés par ces compagnies, bien plus, les droits humains les plus élémentaires ne sont même pas appliqués.

Un exemple parmi tant d'autres, l'année dernière, au Havre, sur l'intervention des syndicats français de marins, un navire battant pavillon de complaisance était arraisonné. La vie à bord, décrite par les services d'hygiène rappelait les pires scènes de la vie concentrationnaire : marins en état de dénutrition totale, couverts de vermines, pas d'eau potable à bord, pas de moyens sanitaires. Bien sûr, ce n'est pas le cas sur tous les navires battant pavillon de complaisance, mais une constatation s'impose : ces navires emploient le plus souvent des travailleurs asiatiques ou afri-

cains dans des conditions lamentables, bien évidemment dans les professions de manoeuvres, de machinistes non-qualifiés, etc. Mais l'encadrement ou plutôt comme on dit l'état-major (capitaines et officiers) est européen ou américain. Le racisme est bien sûr une panacée mondiale et la main-d'œuvre à bon marché des pays en voie de développement est le réservoir naturel du capitalisme.

La décision des juges de Chicago touche d'abord les Bretons, mais sera également un précédent qui devrait servir à l'ensemble des syndicats des pays concernés à faire respecter les lois en vigueur (même si, bien sûr, elles ne sont qu'un pis-aller). Mais cette manne providentielle va aussi, si elle est versée, enrichir considérablement les communes concernées et là c'est aux habitants de ces communes de contrôler l'usage qui sera fait de ces fords. Si cet argent est utilisé à renforcer le tourisme, à bâtir des hôtels en bord de mer, des marinas, que sais-

je?... l'argent du dédommagement d'un désastre écologique ne servira qu'à en créer un autre, détruire le littoral par le pétrole ou le béton, le résultat est le même. C'est donc aux Bretons d'exiger le contrôle de l'utilisation des fonds et à se mobiliser pour surveiller les politicards de tous bords qui vont vouloir s'emparer de

ce qui leur revient, par leurs combines de tous poils. Alors pluie de dollars certes, mais qu'elle serve à faire vivre le peuple breton, non les parasites qui vivent depuis des siècles sur son dos, les capitalistes et l'Etat français, c'est peut-être là qu'est la chance pour cette région.

J.-C. Barette



RACISME : DE LA BANALISATION A LA LÉGITIMATION

LES Français sont-ils racistes ? Ou sont-ils tout simplement xénophobes ? Sont-ils en train de devenir l'un et l'autre ? « La divine surprise » obtenue par Le Pen à différentes reprises au cours d'élections partielles sur un programme anti-immigrés semblent le prouver.

Ces percées électorales auront tout au moins servi de révélateur de tout un état d'esprit ouvertement hostile aux « étrangers ». La banalisation du racisme quotidien pouvant aller de l'ostracisme plus ou moins manifeste aux voies de fait c'est dangereusement accentuée. Aujourd'hui la recrudescence du racisme est un fait ! La nécessité de le combattre doit l'être aussi.

Il serait cependant erroné de ne voir dans ce phénomène que la résultante de « causes objectives ». Certes, parmi celles-ci, il y a sans doute des facteurs d'ordre socio-économique pouvant aller d'une concurrence accrue sur le marché de l'emploi à une « trop forte concentration d'immigrés dans

certaines villes ou régions ». Mais cela n'explique pas tout. A cet égard, l'argumentation souvent avancée qui voudrait rendre compte de cette poussée de racisme par des prétendues difficultés d'intégration pour des immigrés culturellement « trop différents », constitue une véritable tromperie idéologique qu'il faut vivement dénoncer. N'oublions pas que, de toute manière, pour les théoriciens du nationalisme « les étrangers n'ont pas tout à fait le cerveau comme celui des Français ».

Un récent sondage réalisé par le M.R.A.P. sur l'image que se font les Français des travailleurs immigrés, nous montre clairement comment d'ailleurs la tendance générale qui se dégage (avant même le racisme) est ignorance. Ignorance qui peut aller de la surestimation de l'importance numérique des étrangers à leur supposé coût social plus élevé (ils reçoivent plus qu'ils ne donnent).

Le travailleur immigré reste un « étranger » à tous points de vue pour une majorité de

personnes, ainsi qu'une victime désignée à l'avance pour expier les fautes du pays. Il n'est pas étonnant alors que le discours raciste est plus de prise dès que les difficultés apparaissent à l'horizon. Mais, chose plus grave, nous pensons qu'à l'heure actuelle à travers la manière dont sont abordés les problèmes de l'immigration par les médias et les pouvoirs publics, il s'affirme tout un courant qui loin d'effrayer, entretient et légitime ces sentiments hostiles. On se trouve là en face d'une forme de racisme bien plus subtile de celui traditionnel mais plus dangereux aussi et qui se cache derrière des alibis culturels, économiques, et même parfois humanitaires.

Ce néo-racisme ne fait pas forcément appel à des idées de supériorité raciale, mais il n'aboutit pas moins à justifier ces réflexes, soit que l'on fasse porter aux immigrés la responsabilité de la crise, soit que l'on veuille en sortir sur leur dos. La politique menée en matière d'immigration par le gouvernement est de ce point

de vue tout à fait significative.

Les dernières dispositions prises pour l'aide au retour notamment (présentées maintenant comme un avantage par rapport au projet de loi jugé raciste à l'époque de Stolérus) constituent ni plus ni moins un moyen pour faire payer en priorité aux immigrés les frais de la crise économique. Ce genre de mesures, sous couvert de prendre en compte les problèmes de réinsertion des chômeurs immigrés ne fait qu'entériner une politique d'exclusion et de marginalisation pour des travailleurs jugés socialement inutiles dans le contexte actuel. A cet égard, elles constituent la suite logique de la politique d'expulsions systématiques pratiquée jusqu'ici vis-à-vis des travailleurs étrangers en situation irrégulière. Et c'est pour cela, que dans un tel contexte, le discours antiraciste officiel qui consiste à revendiquer pour les immigrés un droit à la différence ne peut qu'aboutir à les enfermer dans une sorte de ghetto culturel. Ghetto qui tout en n'empêchant pas que des atti-

tudes de rejet se produisent pour ceux qui sont « différents » légitimerait leur statut d'étranger.

De toute manière, contrairement à ce que l'on affecte de croire, les immigrés n'ont pas le choix de leur culture. Pour eux l'alternative ne se place pas entre l'intégration au système de valeur français et l'adhésion ou le retour à des valeurs traditionnelles de leurs pays d'origine.

Répétons-le, le vrai clivage existant entre les travailleurs immigrés et la population française n'est pas culturel mais social. Ce ne sont pas des raisons de culture qui empêchent les immigrés d'être acceptés mais les mécanismes de classes, qui rejettent en marge de la société les derniers venus.

Et la seule solution pour combattre efficacement le racisme ce n'est pas d'ergoter sur ce qui peut nous diviser mais de réaliser dans la lutte contre les conditions de vie bourgeoise, l'unité, l'intégration des travailleurs français et immigrés.

B.B

SIDÉRURGIE LORRAINE :

INTERVIEW DE FRANÇOIS INTROVIGNE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DE LA C.F.D.T.

NOUS publions dans cette double page un entretien avec François Introvigne, secrétaire général adjoint de l'Union métaux-C.F.D.T. de Lorraine. Les propos du militant syndicaliste ont été recueillis par Pascal de Lorraine. Questionné « à chaud » le lendemain de la marche des Lorrains sur Paris, François Introvigne explique le pourquoi du plan acier pour la Lorraine et ce qu'en pensent les syndicalistes de la C.F.D.T. Il reste donc dans la cadre des organisations syndicales et s'efforce de résoudre l'éternel problème Paris - Province. Ses positions, ceci dit, sans que ce soit péjoratif de notre part, sont dans la lignée de ce que pensait beaucoup de militants de la C.F.D.T. il y a quelques années.

La semaine prochaine, nous publierons une interview de militants de « 1979-1984, Même combat ». Ces camarades, souvent cités à la une des journaux, veulent dépasser les oppositions entre syndicats pour retrouver une unité ouvrière.

Eux, comme François Introvigne, reflètent la réalité actuelle des travailleurs de l'acier en Lorraine et c'est pourquoi *Le Monde libertaire* leur donne la parole.

J.-P. G.

— *Le Monde libertaire* : Est-ce que tu peux rappeler ce que va entraîner le plan Acier pour la Lorraine ?

— François Introvigne : La sidérurgie lorraine vit autour de trois activités importantes, comme d'ailleurs la sidérurgie française. Il y a les produits plats. Les produits plats pour nous en Lorraine, c'est essentiellement Sollac. Pour les produits plats, l'investissement nécessaire, urgent et impératif, pour que continue de vivre la Sollac, c'était le fameux train à froid. La décision du Conseil des ministres a permis d'avancer sur cet investissement ; très rapidement sera mise en œuvre la réalisation d'un nouveau train à froid qui permettra de faire des tôles dans de meilleures conditions qu'actuellement. Il y avait une urgence de ce point de vue là. Sauf qu'en France, on est dans une bonne situation au niveau des produits plats pour l'instant, du fait de notre situation entre autres dans l'automobile ; ça commence à se désagréger d'ailleurs. Et il existe aussi deux autres usines qui sont aussi fabricants de produits plats, en particulier Dunkerque et Solmer. Et les investissements qui existent à Solmer, la proximité du bord de mer, et à Dunkerque, où des investissements sont aussi décidés, font que si au niveau des produits plats, il y a une baisse d'activité importante, une baisse de commandes importante, on aura automatiquement des répercussions sur la Sollac. Mais les investissements faits sur les produits plats qui sont des investissements importants, nécessaires, ne pénalisent pas l'activité des produits plats en Lorraine.

L'autre activité, c'est les produits longs. Alors là, les plans gouvernementaux ne concernent plus seulement la Lorraine. Si on avait voulu permettre de garantir l'avenir sur les produits longs, il aurait fallu construire le train universel de Gandrange. Toute la bataille en Lorraine, c'est le train universel de Gandrange. Mais on dit aussi que

le train universel de Gandrange, c'est une bataille pour une sidérurgie française « produits longs ». Car, si on ne réalise pas le train universel, cela signifie que le choix a été fait de ne plus se donner le moyen dans l'avenir d'être compétitif et de se battre sur les produits longs. On peut penser qu'en partie la France a décidé d'abandonner la production de produits longs en grosse quantité avec des moyens modernes aux Allemands. Et la non-réalisation du train universel, malgré les investissements décidés à Valenciennes et à Hayange, fait que d'ici 5 ans, on risque la fermeture totale de Gandrange. Ce qui est un scandale financier car à Gandrange, on a construit deux coulées continues toutes neuves, et on va terminer la deuxième, sans oublier la non-réalisation de toute une usine sidérurgique qui emploie plus de 10 000 travailleurs, et ça on n'en parle pas clairement dans le plan Acier. Les investissements réalisés à Hayange sont des investissements de courte distance. En Lorraine, on fait une croix sur les produits longs ; d'une façon générale et dans l'avenir, on fait une croix sur les produits longs au niveau de la France.

Il reste le dernier volet où on se situe beaucoup mieux, à la fois en Lorraine et au niveau européen ou mondial, ce sont les aciers spéciaux, ce que l'on appelle aussi les aciers d'avenir. Là, les décisions ne sont pas tout à fait officielles, mais Fabius a fait un certain nombre d'annonces. Le pôle S.A.F.E.-Pompey permettrait de maintenir un maximum d'emplois et de continuer la modernisation, réalisée entre autres à la S.A.F.E. Donc, on s'en sortirait mieux, je mets cela entre guillemets, sur les aciers spéciaux. Donc toute la bataille maintenant, c'est une bataille autour des produits longs ; une bataille qui ne concerne pas seulement les Lorrains mais si les répercussions aujourd'hui sont en Lorraine, car demain elles se

ront dans le Nord pour ces produits longs. Et c'est la bataille aussi pour maintenir une activité, à la fois sidérurgique sur les sites comme Longwy et Neuves Maisons. Il semble qu'il y ait des choses qui ai été annoncées là-dessus, comme la construction de l'aciérie électrique. Mais ça ne garantit pas non plus l'avenir. Et la question essentielle est de savoir comment on va industrialiser les différents secteurs. On ne peut pas raisonner seulement en termes économiques, en disant : « c'est rentable, on garde ; c'est pas rentable, on ferme ». Nous voulons également qu'avant de fermer puissent être créés des emplois alternatifs. C'est là notre bataille économique.

— *Le M.L.* : Depuis l'annonce du plan Acier, il y a deux sortes d'actions : d'abord, les actions menées par les sidérurgistes : les grèves, les manifestations et toute une série d'actions dites spectaculaires. Et ensuite, des actions prises à l'initiative des notables, comme par exemple la tenue, le 2 avril, des Etats-Généraux de la Lorraine. Comment la C.F.D.T. organise-t-elle la lutte ?

— François Introvigne : La C.F.D.T. est avec les sidérurgistes. C'est sa mission. Il n'y a pas de sidérurgistes dans la nature, il y a des sidérurgistes avec des organisations syndicales. C'est vrai que suivant qu'on se trouve à Gandrange ou à Longwy, on n'a pas la même expérience de la lutte et on n'a pas la même histoire. A Longwy, on défend le dernier carré de sidérurgie, la lutte est donc très violente. Elle dépasse le cadre des organisations syndicales et est un peu due, à notre avis, à la mobilisation de la presse nationale sur le site de Longwy. Ce que la presse nationale n'a pas compris, c'est que l'enjeu de l'avenir de la sidérurgie en Lorraine et en France, aujourd'hui, ne se situe pas à Longwy. A Longwy, il y a peut-être de la casse, il y a peut-être des actions spectaculaires, mais le cœur du problème — et la

mission de la presse c'est d'informer les gens sur les enjeux — et bien, c'est pas à Longwy.

Donc, nous, on est avec les travailleurs là où ils sont et dans le type d'actions qu'ils décident. Ensuite, quand tu parles des notables et des élus, il y a les notables de gauche. Et ceux-là, mis à part quelques individus, on ne les voit pas beaucoup. Ils ont tous été surpris comme nous sur la gravité des mesures prises. En effet, on s'attendait à une restructuration, on était pour une modernisation de la sidérurgie, on savait qu'un certain nombre de choses allaient se faire ; mais pour nous, était acquise la réalisation du train universel. Y compris les élus de gauche, la veille de l'annonce, tout le monde pensait que le train universel allait se faire. Ce qui a déclenché cette mobilisation importante a été la non-réalisation du train universel. Ce qui est une catastrophe grave. Alors maintenant, il ne reste plus que les notables de droite. Ils sont à la fois gênés parce qu'ils reconnaissent que le plan est relativement intéressant mais ils s'en servent politiquement pour dire : « la gauche n'a pas fait ses preuves ». En conséquence, la mobilisation des notables de droite est une mobilisation essentiellement politique. Ils en ont rien à foutre de l'avenir de la Lorraine. Ce qui les intéresse, c'est de savoir comment ils vont profiter des décisions gouvernementales pour mettre en difficulté les bastions de gauche, puisque les vallées

sidérurgiques votent à gauche.

Il faut le savoir : la Lorraine est à forte tradition de droite mais tous les bassins sidérurgiques sont tenus par des députés de gauche. Et pas seulement depuis les dernières élections, mais depuis un certain nombre d'années pour un certain nombre de bassins. En conséquence, la bataille pour la région lorraine est essentiellement de voir comment la droite va se rehisser au pouvoir une fois de plus. Et puis, c'est la bataille aussi pour reprendre le pouvoir au niveau régional et de remettre en difficulté l'Etat central par rapport au problème de décentralisation.

Alors le drame aussi pour nous, c'est qu'on ne voit plus ces élus de gauche. Ils ne sont pas capables d'expliquer les choix, ils sont très divisés sur les explications. Et comme la majorité d'une façon générale et ses composantes sont très divisées et bien ils s'expriment pas trop. Y compris le P.C.F. de Lorraine. Ils y en a qui demandent la démission des ministres communistes. D'autres, au contraire, souhaitent qu'on aménage le plan existant, puisque dans *L'Humanité* d'hier (1), il y avait un grand article pour dire « les 30 milliards c'est bien, mais on peut faire autrement ». Ce qui revient en fait à accepter quand même les gros choix opérés au travers du plan.

— *Le M.L.* : N'y a-t-il pas quelques divergences entre la direction nationale de la C.F.D.T. et les militants lorrains sur l'ana-

lyse du plan Acier et sur les actions à mener ?

— François Introvigne : Ça, c'est des questions style *Express*, en ce moment ! A savoir, s'il n'y a pas des divergences entre le sommet et la base, encore qu'il faudrait savoir ce qu'est le sommet et la base. Moi, je pense qu'on vit dans une situation où il y a forcément des divergences dans les organisations entre des gens qui peuvent penser des choses et d'autres qui les vivent sur le terrain. Les problèmes rencontrés dans la C.F.D.T. sont des problèmes d'appréciation. Il n'y a pas de divergences sur le fond. Dans la confédération, on considère que la sidérurgie, hier, était une sidérurgie qui était forte et qui avait un certain avenir. Aujourd'hui, la sidérurgie garde un certain avenir, mais il faut faire un certain nombre de choix. Or ces choix sont douloureux car la modernisation de la sidérurgie entraîne forcément des suppressions d'emplois. Les investissements sont importants donc il faut faire tourner en continu les installations. Il y a des contradictions importantes à gérer, donc il y a des choix douloureux à faire, maintenant, notre confédération, par exemple, exprime sur ces questions des choses plus théoriques, qui nous mettent parfois en difficulté. Mais sur le fond, on est d'accord que, y compris en Lorraine, l'avenir ce n'est plus la sidérurgie, mais c'est autour de la sidérurgie qu'il faut reconstruire un tissu industriel, mais il faut le construire autour de la sidérurgie et pas dans un désert. Car si on fait un petit peu l'analyse de l'évolution des sidérurgies, on remarque que lorsqu'on a commencé à avoir une sidérurgie en bord de mer, qui a permis d'amener du minerai à forte teneur à proximité des installations, la sidérurgie lorraine et d'autres, comme la Rhôr, ont été en difficulté. La sidérurgie lorraine ou allemande étaient basées sur l'aspect énergétique du charbon ou sur l'aspect minier de fer... Le premier acte des pays du tiers monde, des pays en voie de développement a été de se doter de leur propre sidérurgie, ce qui est un acte normal. Donc, à partir du moment où les pays qui hier n'avaient pas de sidérurgie, comme le Brésil, l'Algérie ou d'autres, ont construit leur sidérurgie sur des marchés potentiels et importants, perdus pour nous, on est obligé de s'adapter à d'autres créneaux et de repenser complètement la sidérurgie.

En plus de cela, nous avons une sidérurgie qui n'a pas réussi à intégrer en aval, c'est-à-dire à transformer l'acier produit sur place. En Allemagne, on transforme jusqu'à 40% dans l'usine sidérurgique les produits sidérurgiques. On les transforme, on y rajoute de la valeur ajoutée. En France, ce n'est pas du tout le cas, bien au contraire. On a séparé les activités sidérurgiques des activités de transformation, ainsi, comme l'outil sidérurgique coûte très cher et

ne peut plus être véritablement rentable, compte tenu de la nécessité d'investir beaucoup et vite, et de la baisse du prix de l'acier aujourd'hui, ce n'est plus un métier d'avenir, ni un métier qui rapporte beaucoup d'argent. Il y a une contradiction là qu'il faut également régler.

L'autre problème est un problème de fond. Et c'est pour cela que nous ne sommes pas d'accord avec les technocrates qui ont décidé ce plan. Nous disons que si on n'élabore plus notre acier, on ne peut plus se poser la question de la transformation. C'est-à-dire qu'il doit y avoir un équilibre entre l'élaboration de l'acier, fabrication de l'acier et la transformation de l'acier. Car si on est dépendant en matière de sidérurgie des autres, on sera dépendant également pour la transformation. Il y a déjà un certain nombre de pays qui se mordent les doigts, tels les Britanniques, car ils ont fait des coupes sombres en matière de sidérurgie. Aujourd'hui, ils sont incapables de se poser un certain nombre de questions de la transformation de l'acier.

Il est également important d'expliquer que la sidérurgie d'aujourd'hui n'a rien à voir avec la sidérurgie d'hier. C'est une sidérurgie moderne et ce n'est pas simplement la transformation de l'acier, ce n'est pas uniquement le fer, ça commence à être aussi des unités plastiques, parce que l'industrie remue. L'automobile aujourd'hui, ce n'est pas simplement des tôles, c'est aussi du plastique... Et donc, il faut se poser ces questions-là. On parle beaucoup des matériaux composites, des matériaux nouveaux. On ne peut en parler sans parler de l'alliance de ces matériaux avec les matériaux traditionnels, notamment l'acier.

Dernier point sur cette affaire économique, il nous paraît important et jamais cela n'a été étudié : quand on a privilégié dans le bâtiment le béton, parce qu'on a estimé, pour des raisons de rentabilité, qu'il valait mieux faire du béton que de la ferraille, on n'a pas pris tout en compte — c'est un peu comme le nucléaire d'ailleurs, cela dépend comment on calcule.

— *Le M.L.* : Est-ce que la conférence de presse de François Mitterrand et la venue de Laurent Fabius en Lorraine ont apporté des choses nouvelles et des raisons d'espérer ?

— François Introvigne : On a pas trop écouté la conférence de presse de Mitterrand, on la lu dans la presse parce qu'on avait une manifestation le jour même (2). Il a eu le courage de dire qu'il s'était trompé, en avouant entre parenthèses, que s'il avait écouté la C.F.D.T. à l'époque, il n'aurait peut-être pas dit et promis tout ce qu'il a promis, parce qu'on avait prévu malheureusement un peu ce qui allait se passer au niveau des hauteurs de production. Donc, il a reconnu son erreur, c'est pas mal ! Ce qui nous persuade de nous dire, qu'il faut peut-être qu'il nous écoute maintenant pour qu'il n'y en ai pas

une deuxième. Ensuite, dans sa conférence de presse, il a eu des choses malheureuses qui ont été aussi dites. Comparer la Lorraine au Languedoc-Roussillon, pour dire : « Les Lorrains, c'est vrai, ils perdent la sidérurgie mais ce n'est pas le drame du Languedoc-Roussillon, parce qu'il y a moins de chômeurs en Lorraine que dans le Languedoc-Roussillon », c'est un petit peu de la provocation. Il y a toute une partie provocation dans son discours, qui consiste à dire : « On a déjà trop donné à la sidérurgie, ça ne peut pas continuer ». C'est un peu les discours faciles qui consistent à dire : « On a déjà donné, on ne donnera plus ou on donnera moins ! ». La question est de savoir qu'est-ce qu'on fait si on ne donne pas à la sidérurgie. Et c'est la dernière partie de son discours qui consiste à dire : « Il faut faire des activités nouvelles, il faut créer des pôles nouveaux, il faut développer, moderniser, industrialiser ». Alors, on veut le voir. On veut savoir quoi. Car, si on supprime 20 000 emplois en Lorraine, après en avoir supprimé plusieurs fois 20 000... Hier, on mettait les sidérurgistes dans d'autres usines sidérurgiques. Aujourd'hui, quelles propositions pour des gens de Longwy, quelles propositions pour des gens de Neuves Maisons, pour des gens de Gandrange ? Des congés de reconversion ? Pour faire quoi ? Quelles activités nouvelles peut-on créer ? A partir de quoi, est-ce que cela va se faire ? Et ça, c'est le problème sur lequel la conférence de presse de Mitterrand comme les propos de Laurent Fabius ne sont pas clairs.

Laurent Fabius est venu les mains dans les poches. Il n'a pas de mesures d'industrialisation importantes. Il n'a pas pour l'instant d'entreprises à proposer, sinon quelques unes. Mais surtout, notre objectif est d'essayer d'obtenir au niveau de l'industrie des entreprises vraiment nouvelles. On verrait d'un bon œil, par exemple, l'installation en Lorraine — et c'est une décision que peut prendre l'Etat, au travers de ses sociétés nationalisées — une usine de robots, donc de technologies nouvelles, qui permettrait d'attirer les cadres, qui permettrait d'attirer une autre population. Car, on souffre en Lorraine de cadres très attachés à la sidérurgie, au métier traditionnel et pas très dynamiques ; des cadres qui ont été formés à l'époque où ça allait bien et donc qui ne sont pas dynamiques par nature. Et ce serait intéressant d'attirer des cadres et d'essayer de casser un peu le mythe de la Lorraine, où il fait froid, où il ne fait pas bon vivre, etc., il vaut mieux aller travailler à Toulouse... Ça va être une bataille importante et on ne souhaite pas seulement avoir des emplois, parce qu'on a eu trop d'emplois de sous-traitance qui n'ont pas duré longtemps, le temps des mesures qui sont prises et qui consistent à exonérer pendant trois ans de charges sociales. Alors

là, on va voir un tas de margoulin qui vont arriver pour rester trois ans. Il est important qu'on ait au contraire des emplois qui vont attirer de la matière grise, ce qui permettra peut-être à ces gens-là de diversifier le tissu industriel. Parce que le problème de l'entreprise, c'est un problème d'hommes d'abord. C'est un problème d'idées, de capacités, mais c'est aussi un problème de volonté et de dynamisme. Or la Lorraine souffre d'un manque de dynamisme. Et c'est un problème qu'il faut examiner sérieusement. Alors pour l'instant, dans les propos des membres du gouvernement, ce que soit Fabius ou le Premier ministre, il n'y a pas de quoi rassurer, au contraire.

Sur le plan sidérurgique lui-même, il n'y a pas de choses dites qui nous permettent de penser qu'on n'abandonne pas les produits longs et qu'on fait ce qu'il faut dans un certain nombre de directions, au niveau commercial, au niveau des deux groupes — l'arbitrage entre le choix des deux groupes —, et ça c'est grave aussi. Pour nous, il y a deux axes. Il y a l'aspect sidérurgie propre et l'aspect industrialisation. Pour l'industrialisation, il y a des paroles, mais pas d'actes. Pour la sidérurgie, il y a un plan arrêté qui n'est pas cohérent et qui n'est pas expliqué. Donc là, il y a un point d'interrogation.

— *Le M.L.* : Dernière question... Il y a eu une action contre l'émetteur de télévision de Lutange (3), est-ce que cela signifie que les médias ne font pas leur boulot ?

— François Introvigne : Effectivement, l'intervention contre l'émetteur de Lutange est une intervention pour rendre sensibles les médias sur un problème qui nous paraît important. Les médias ont un pouvoir énorme.

Le pouvoir de faire l'information mais d'orienter aussi l'avis des gens. Et il nous semble que les médias, dans l'affaire de la sidérurgie, présentent les sidérurgistes comme des casseurs, comme des gens qui veulent rester sidérurgistes, comme des travailleurs arriérés, et c'est inadmissible parce que la sidérurgie, ce n'est pas cela. Et pour avoir une interview, pour avoir un commentaire télévisé, il faut faire des actions spectaculaires. Dans la mentalité des sidérurgistes, petit à petit, évolue l'idée que pour qu'on soit entendu, écouté, vu, il faut casser. A partir de ce moment-là, on a attiré l'attention sur les médias, en disant : « Vous devez faire votre boulot, vous ne devez pas simplement envoyer vos équipes là où il y a de la casse, vous devez envoyer une équipe pour faire l'information. Alors, s'il y a eu des choses cassées, s'il y a eu de la violence, c'est votre boulot, faites l'information, mais vous devez informer surtout sur les enjeux, du plan, des répercussions de ce plan, sur ce que sont les Lorrains. » Et on a eu d'ailleurs de très bons commentaires, de très bonnes discussions avec les directeurs des programmes d'Antenne 2, de T.F.1 et de F.R.3. Surtout avec Antenne 2 et T.F.1 parce qu'ils sont moins marqués politiquement que F.R.3. De très bonnes discussions où il sont apparus très conscients du problème et où ils ont promis effectivement d'essayer de poser les problèmes d'autres de Gandrange et des aciers spéciaux.

Donc, il ne s'agissait pas d'une action qui consiste à dicter à la télé ou à la radio ce qu'il convient de dire. On a été très surpris de la façon dont l'opération a été ressentie par la population. Ce n'est jamais très bien senti quand on arrête un émetteur le samedi, quand tout le

monde veut regarder la télé et qu'il n'y en a pas (sauf R.T.L. qui sauvait la mise). Mais cela a été relativement bien senti, en sachant qu'il y a parfois des actions qui ne sont pas très bien ressenties mais qu'il faut quand même mener car on ne peut pas rendre tout le monde d'accord avec tout. Et forcément, ce n'est pas cela. Et pour avoir une interview, pour avoir un commentaire télévisé, il faut faire des actions spectaculaires. Dans la mentalité des sidérurgistes, petit à petit, évolue l'idée que pour qu'on soit entendu, écouté, vu, il faut casser. A partir de ce moment-là, on a attiré l'attention sur les médias, en disant : « Vous devez faire votre boulot, vous ne devez pas simplement envoyer vos équipes là où il y a de la casse, vous devez envoyer une équipe pour faire l'information. Alors, s'il y a eu des choses cassées, s'il y a eu de la violence, c'est votre boulot, faites l'information, mais vous devez informer surtout sur les enjeux, du plan, des répercussions de ce plan, sur ce que sont les Lorrains. » Et on a eu d'ailleurs de très bons commentaires, de très bonnes discussions avec les directeurs des programmes d'Antenne 2, de T.F.1 et de F.R.3. Surtout avec Antenne 2 et T.F.1 parce qu'ils sont moins marqués politiquement que F.R.3. De très bonnes discussions où il sont apparus très conscients du problème et où ils ont promis effectivement d'essayer de poser les problèmes d'autres de Gandrange et des aciers spéciaux.

Propos recueillis par Pascal, liaison de Nancy

(1) Interview réalisée le samedi 14 avril.
(2) Mercredi 4 avril.
(3) Samedi 7 avril, vers 19 h 30, un groupe de sidérurgistes C.F.D.T. pénétrèrent dans les locaux de l'émetteur télé de Lutange (57) et empêchèrent l'émission de tout programme de la télévision française sur la région.



BRÉSIL : LA SAMBA DÉMOCRATIQUE

LS étaient six cents mille dans les rues de Rio de Janeiro, le mois dernier ; le lundi 16 avril, ce sont près de deux millions de Brésiliens qui ont parcouru les artères principales de Sao Paulo. Cette foule gigantesque, rassemblée derrière les couleurs jaunes de l'opposition, venait clamer sa profonde misère et son réel mépris des discours tenus depuis le coup d'Etat militaire du 31 mars 1964.

Des centaines de milliers de Brésiliens sont venus répéter dans la rue que le « miracle économique » prôné il y a plus de dix ans ne s'est pas produit pour eux, puisque ce pays de 8,5 millions de Km² affronte maintenant une crise multiforme : récession sans espoir, chômage, paupérisation des classes moyennes et misère intense pour les couches populaires. Le Brésil, représentant le tiers de la population de toute l'Amérique latine, est aussi un pays exemplaire pour les économistes puisqu'il possède des richesses extraordinaires qui, dans le passé, avec le café et le caoutchouc, l'ont sorti de la pénombre économique.

Aujourd'hui pourtant, les dollars et autres yens hésitent à s'investir dans cette immense contrée, car « l'échec amazonien » a, semble-t-il, sonné le tocsin de la réussite capitaliste à moyen terme : la route transamazonienne, commencée en 1970, devint le symbole de l'intégration du Brésil dans le club restreint des pays développés. Mais peu à peu, le peuplement des périmètres officiels se ralenti-

ssait, les ressources minières s'avéraient difficiles à exploiter et les capacités hydroélectriques étaient trop éloignées des centres de consommation. La conquête de l'Ouest brésilien allait être, pour la junte militaire, un véritable échec politique, amplifié par un processus de tension sociale grave né de l'agrobusiness (les fazendas s'installant sur des surfaces gigantesques et mènent une répression terrible). Cet échec allait donc ouvrir les yeux des misérables brésiliens et accroître leur haine légitime vis-à-vis de cet Etat qui a créé une bureaucratie colossale.

Les responsables militaires du Brésil hésitent donc à continuer cette politique de gigantisme (centrale hydroélectrique d'Itapu, métro de Rio et de Sao Paulo) et se rendent bien compte que la dette extérieure — 20 milliards de dollars — ne rendra pas l'avenir radieux à l'ensemble d'une population agglutinée dans des bidonvilles.

Aujourd'hui, le pouvoir militaire hésite à se servir du suffrage universel pour les élections présidentielles. Mais les hommes emmenés par le général Figueiredo n'ont plus qu'une envie : quitter ce navire que l'on disait somptueux et qui, chaque jour, s'enfonçait de plus en plus dans une misère irréversible. Or, ce qui s'est passé en Argentine n'est pas de nature à rassurer ces hommes qui, depuis vingt ans, ont laissé s'installer une corruption effrayante et une répression sanglante incarnée par les trop

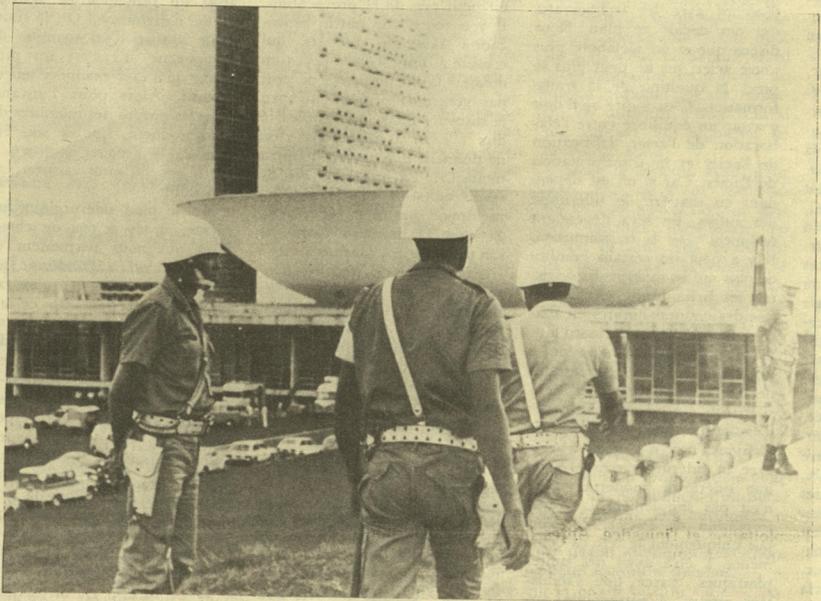
célèbres « Escadrons de la mort », véritables groupes d'extermination essentiellement constitués de policiers raquetant au maximum une population traumatisée.

Le Brésil, aujourd'hui, descend dans la rue pour encourager le retour complet de la démocratie (le P.C. et les organisations d'extrême gauche sont encore interdites). L'Église encourage, notamment dans la région de Recife, les « projets alternatifs » (puits artésiens,

petits barrages, etc) et tente de récupérer le mécontentement général à son profit. Malgré les mesures d'exception prises jeudi 19 avril par le général Figueiredo dans les dix villes principales du Brésil, il est fortement possible que des élections générales aient lieu, avant la date choisie par la junte (15 janvier 1985), un gouvernement civil présidé probablement par un individu conciliant et respectueux des valeurs essentielles. Et si l'aigle américain semble

plus préoccupé par l'Amérique centrale, il ne faut pas croire qu'il va laisser à l'abandon l'Argentine et son président Alfonsín, bien sympathique vis-à-vis des tortionnaires d'hier, le Chili et son pantin Pinochet, chahuté par une classe bourgeoise déçue, et le Brésil, véritable réservoir mondial pour une économie capitaliste en perte de vitesse.

Roger
Gr. de Nice



LE BRÉSIL ET LES « EMPLUMÉS »

A l'heure actuelle, la vie politique du Brésil semble passionner la presse française : le Brésil est-il en révolution ? Y aura-t-il l'élection du président de la République au suffrage universel ? Les institutions d'Etat deviendront-elles enfin « démocratiques » comme ici ?... Voilà, en somme, les questions que se pose cette même presse.

Du coup, une fois de plus lorsqu'il s'agit d'Etats américains, on oublie la « constante américaine », c'est-à-dire la présence de populations américaines (parfois majoritaires), conquises, colonisées, exterminées, soumises au silence. Qu'en est-il du Brésil ? Au cours des siècles, l'histoire indienne du Brésil n'est qu'une série de drames dus à la pénétration européenne : génocides et ethnocides continus.

Malgré tout, les populations indiennes du Brésil ont pu survivre dans leur identité, et ce grâce à la protection naturelle qu'offre l'« Enfer vert », mais aussi grâce à leur détermination ; évidemment, chaque tribu offre un cas de figure particulier dans son mode de résistance.

Néanmoins, la chute démographique des Indiens n'a cessé de s'accroître au cours des siècles, selon les estimations les plus optimistes, ils ne seraient plus que 250 000 aujourd'hui, dont 140 000 sous la tutelle de la F.U.N.A.I. (Fondation natio-

nal pour l'Indien). Malgré cette faiblesse, il ne se sont jamais vraiment rendus ; ils ne sont jamais devenus des « civilisés » comme nous, pourtant ce ne sont pas les bonnes âmes qui ont manqué pour les aider à sortir de la « préhistoire ». Ils n'ont jamais accepté l'idée que nos démocrates se font de la société : une société où le pouvoir politique est un organe séparé (Etat) du corps social, des individus ; ils ne connaissent que la démocratie directe au sein de sociétés égalitaires. Tous les travaux récents des ethnologues concordent sur ce point, et ne contredisent nullement les observations des premiers chroniqueurs : « un peuple sans loi, sans roi ». Ces sauvages persistent à refuser de comprendre l'intérêt du travail et de l'obéissance au patron. Il a toujours fallu employer la force ou (et) la ruse (l'alcool par exemple) pour les tirer de leur « oisiveté naturelle ». Si ceci ne suffit pas, le poste des affaires coloniales (S.P.I., puis F.U.N.A.I.) fait un rapport comme quoi les Indiens se révoltent, que l'ordre et la sécurité de la région sont en danger ; l'armée, avec l'aide des volontaires locaux en viendra vite à bout (et encore pas toujours !).

Cela se pratique toujours, mais, depuis quelques temps, les Indiens ont commencé une autre guerre de résistance, avec de nouvelles armes : les insti-

tutions politiques du Brésil même. Le Brésil a maintenant un député indien au Parlement, Mario Juruna, qu'il convient de présenter ici. Mario Juruna est un Xavante (groupe linguistique Je, sans agriculture mais avec une organisation sociale très complexe) qui a vu son premier « Blanc » à l'âge de 16 ans, à l'issue de la longue guerre et de la pacification. Il a connu la désagrégation de sa tribu, divisée entre ceux qui sont sous la tutelle des missionnaires et ceux qui dépendent de la FUNAI. Par la suite, Juruna s'est illustré par un coup d'éclat : il était aller exiger des explications auprès d'un responsable de la FUNAI (en qualité de « chef » traditionnel) au sujet de certaines spoliations territoriales, ce dernier ne s'est pas méfié du magnétophone qui portait cet indien emplumé avec arc et fleches. La presse de l'époque avait profité de l'aubaine en diffusant la conversation recueillie ; en effet, le responsable s'était déchargé de ses responsabilités en critiquant vivement le gouvernement d'alors, chose qui était rigoureusement défendue à la presse... Cela lui valut la célébrité à Sao Paulo auprès de la « gauche brésilienne » et d'être élu député au parlement aux dernières élections.

Depuis, il souffre un vent étrange dans la vie parlementaire et politique. Le 23 juin 1983, Juruna occupe les bureaux de la

F.U.N.A.I. avec une quinzaine de Xavantes en arme, et expulse *manu militari* le colonel Paulo Real ; puis ce fut le tour du colonel Tancredo qui avait gaffé : « retournez chez vous » leur avait-il dit, « occupez-vous de vos familles, vous n'avez rien à faire ici ». Les Xavantes demandaient simplement de s'occuper eux-mêmes de leurs propres affaires, et, pour cela, ils voulaient débouter les « 22 colonels » de la F.U.N.A.I. (en réalité, ils ne sont que 13 colonels, les neuf autres n'étant qu'officiers) et leur état-major. Avec l'aide de cinq autres députés, il rédigea un rapport pour le ministère de l'Intérieur avec les documents confidentiels de la F.U.N.A.I. ; rapport toujours à l'étude. Depuis le début de son mandat, il ne cesse de réclamer la « refonte » totale de cet organisme. Dans sa détermination, il a même failli perdre son mandat pour injures graves au gouvernement : il avait traité publiquement tous les ministres de voleurs (le Brésil n'a-t-il pas été une conquête faite à l'encontre des peuples indiens ?). Une autre fois, il fallut chercher partout un interprète ; en assemblée, Juruna refusait de parler portugais.

La vie politique de l'assemblée à Brasilia doit maintenant tenir compte de cette nouvelle composante, qui, loin de participer au jeu politique brésilien, cherche plutôt à remettre en question le Brésil lui-même en

tant qu'Etat. D'autant plus que l'ensemble des Indiens sous tutelle de la F.U.N.A.I. profitent de la présence de Juruna pour se rebiffer les armes à la main. Les Indiens n'ont pas peur de la lutte armée, elle est même bien souvent une institution culturelle. Cependant le combat de Juruna se complique avec ces derniers événements (1).

L'importance de l'enjeu politique actuel (élection présidentielle directe) fait passer sous silence un ensemble de projets de lois visant à faire main basse sur les dernières terres indiennes (2). Il est évident que pour les Indiens, ce débat est un faux débat, qu'il importe la manière dont se légitimera le futur maître du Brésil, alors que leurs dernières terres sont en danger et qu'ils ont toujours leur souveraineté nationale et culturelle niée. Qu'est-ce que le Brésil pour les survivants, sinon que la machine qui les anéantit depuis le début.

Uk'Amau

(1) Dans la réserve du Xingu (Mato Grosso), le chef de la tribu Txucaramae, Raoni, a réuni ses guerriers pour exiger, les armes à la main, une bande de terre de 60 km de long et de 15 km de large le long du fleuve Xingu. Il a fait bloquer une route nationale et confisqué un bac. Toutes les négociations tentées jusqu'ici n'ont pas abouti. En 1980, la même tribu avait tué onze travailleurs agricoles qui avaient envahi sa réserve.

(2) Moins de 10% des territoires indiens sont aujourd'hui « protégés ».

LES ÉLECTIONS DIRECTES BRÉSILIENNES

CREVANT de faim, le Nordeste du Brésil, avec ses vingt-cinq millions de personnes touchées par la sécheresse, son taux de mortalité infantile stupéfiant, ses légions de travailleurs sans emploi, tous ces laissés pour compte du miracle économique brésilien, n'a sûrement pas les mêmes raisons que la bourgeoisie libérale pour réclamer l'élection du président de la République au suffrage universel direct.

Quels que soient les vrais motifs des uns et des autres pour « normaliser » la situation politique du Brésil (afin de copier, autant que faire se peut les démocraties occidentales), la faillite économique du pays, avec ses cent milliards de dollars de dette extérieure, ses cinq millions de chômeurs et son inflation galopante de 220% par an, rend la tâche du futur président de la République presque insurmontable. Conséquence d'une politique menée par les militaires depuis deux décennies, le chaos économique du pays est tel que la bourgeoisie la plus libérale voit très bien l'obstacle que constitue maintenant la force militaire à sa propre prospérité économique et à ses aspirations politiques en tant que classe dirigeante. C'est donc dans ce contexte que, malgré tout, le Congrès brésilien vient de rejeter l'adoption de l'amendement de l'opposition prévoyant l'élection immédiate d'un nouveau président de la République au suffrage universel direct. Cherchant à ménager la rue, l'actuel président José Figueiredo n'en finit pas de tergiverser et propose maintenant 1988 comme date de la première élection.

Mais pour la gauche politique et toute l'opposition populaire la réponse est : « Dretas ja ! » (« Election directe aujourd'hui ! »). Et pour bien marquer le total rejet de l'actuel régime militaire, c'est par millions que les Brésiliens, bravant police et répression, ont manifesté dans les grandes cités du pays. Rien n'y faisant, le renforcement de la censure, la suppression des libertés fondamentales pour la capitale et les dix cantons avoisinant (notamment l'interdiction du droit d'association, de réunion et la surveillance étroite des radios et télévisions), prouvent, s'il en était encore besoin, que le pouvoir militaire s'il veut encore se maintenir est contraint de se lancer dans la seule voie qu'il lui reste : la répression.

Quoi que dise ou fasse le pouvoir en place, plus encore que le suffrage universel, ce qui compte à l'heure actuelle au Brésil, c'est d'abattre ce régime d'oppression et de misère qui perpétue l'exploitation et l'injustice. Après, mais seulement après cela, et lorsqu'un minimum de liberté aura été rétabli partout dans ce pays, pas un seul politicien, bien sûr, ne manquera à l'appel pour vanter et pour utiliser à son profit cette escroquerie que constitue le vote, qu'il soit direct ou non !

Régis

ESPAGNE : INSULTES À L'ARMÉE

JORDI Garcia Jane et François Perret, objecteurs antimilitaristes et membres du G.A.M.B.A. sont actuellement en instance de jugement sous l'accusation « d'injures graves à l'armée ». Le motif de l'accusation est d'avoir écrit un livre intitulé : *A bas les murs des casernes I*, publié aux éditions Hacer en 1981. Dans ce livre, les auteurs font une analyse critique des activités de l'armée espagnole aujourd'hui, étudient aussi la question du service militaire et se prononcent finalement pour une campagne contre l'existence du service militaire obligatoire dans le contexte d'une lutte contre le militarisme en général. Ils se déclarent objecteurs de conscience pour des motifs politiques et antimilitaristes, partisans de l'abolition de toutes les armées.

Le 9 janvier de cette année, les deux auteurs du livre ont été cités à comparaître par le juge d'instruction n°11 de Barcelone. On leur a communiqué le « chef d'accusation » qui, entre autres, dit textuellement : « Dans le livre *A bas les murs des casernes I*, s'exprime un certain nombre d'idées et d'expressions qui tendent de façon claire, manifeste et intentionnelle aux mépris, déshonneur et discrédit

de l'armée espagnole, en qualifiant ses membres de « machistes » et en dénigrant ses valeurs, ainsi qu'en prônant sa destruction ».

Selon le même « chef d'accusation », ce délit est prévu par l'article 242 du Code pénal, à savoir qu'ils pourraient être condamnés de 6 mois à 6 ans de prison. Il faut dire que l'avocat de la défense, Marc Palmes, auteur du prologue du livre, a fait appel le 12 janvier 1984 des accusations portées contre les inculpés.

D'autre part, le matin du 16 janvier 1984, un groupe de policiers s'est présenté au local des éditions Hacer et a saisi les exemplaires du livre qu'ils ont trouvés.

Le G.A.M.B.A. (Groupe antimilitariste de Barcelone) tient à exprimer ses plus vives protestations contre cet attentat à la plus élémentaire liberté d'expression et annonce que, d'ores et déjà, il entamera toute action nécessaire pour aboutir à l'acquiescement des deux inculpés et à ce que le fait d'avoir une opinion sur l'armée cesse d'être un « tabou » ou dans le pire des cas un « délit ».

G.A.M.B.A.
Tinta Negra n°38

ÉTATS-UNIS : TERREUR AU PÉNITENTIER DE MARION

« **M** AINTENANT, je demande au Bureau des prisons (B.O.P.) :

Pourquoi un contingent de 50 gardes des plus sadiques du système carcéral fédéral a-t-il été envoyé à Marion pour terroriser et brutaliser la population entière ? Pourquoi ces gorilles sont-ils armés de gourdins, autorisés à sillonner la prison et à frapper arbitrairement les prisonniers apparemment au gré de leur fantaisie ? Pourquoi tous les effets personnels ont-ils été confisqués, bien que la plupart du temps ils aient été volés ou, tout au moins, ont disparus ? Pourquoi la population entière est-elle tenue au secret en violation de la Convention de Genève et de la loi internationale ? Pourquoi toutes nos cellules ont-elles été dépouillées des étagères, des tables, des chaises, des armoires, des coffres à pharmacie et des miroirs ? Pourquoi nous impose-t-on de voir nos êtres chers pendant une heure seulement et de communiquer avec eux par téléphone dans une cage séparée d'une glace, comme si nous étions à des kilomètres de distance ? Pourquoi les télévisions ont-elles été supprimées et les livres et magazines limités à deux seulement ? Pourquoi sommes-nous continuellement harcelés de façons si nombreuses, comme interdiction de posséder une cuillère en plastique, être contraint de rendre les paquets de sucre vides, les emballages des sandwichs, les cartons de lait vides... après chaque repas sous menace d'être frappés ? Pourquoi nous refuse-t-on le droit aux services religieux, à la bibliothèque juridique, aux repas chauds dans la salle à manger de la prison ? Pourquoi refuse-t-on de nous donner plus d'une couverture alors qu'ils savent que nous devons dormir devant des fenêtres ouvertes par 20° ? Pourquoi ne nous permet-on pas de posséder plus de 12 photos de nos êtres chers ? Pourquoi seulement 12 lettres ? »

Ce texte est extrait d'une lettre de Léonard Peltier, leader de l'A.I.M. (American Indian

Movement), condamné à deux fois la prison à vie. Il est l'une des victimes, parmi tant d'autres, du règne de terreur et d'oppression qui s'installe après le siège de Wounded Knee en 1973. Léonard Peltier est actuellement détenu au pénitencier fédéral de Marion alors que les tribunaux américains continuent d'étudier sa demande pour un nouveau procès « juste » et qu'une enquête est menée au Canada quant à la légalité de son extradition.

Que nous considérons les hommes incarcérés au pénitencier fédéral comme des criminels ou comme des victimes des réalités économiques et sociales de cette société, ils ont été condamnés à purger une peine d'emprisonnement et non à subir des tortures et dégradations physiques et psychologiques.

Les conditions de détention à la prison fédérale de Marion sont corroborées par un article paru le 12 février 1984 dans *The Guardian* : « Des avocats parlent de « châtiments nazis » dans une prison fédérale ».

« Un désastre pour les droits humains se déroule actuellement au pénitencier fédéral de haute sécurité de Marion, selon un rapport présenté récemment par un groupe d'hommes de loi locaux et des activistes prisonniers. Ce rapport de 34 pages indique que les quelques 300 prisonniers ont été frappés par les gardes et sont enfermés dans leurs cellules 23 heures par jour. Au moins 37 prisonniers, selon les avocats du M.P.R.P. (Marion Prisoners' Right Project), ont été isolés et ont subi des attaques plus sévères de la part de groupe de 6 à 20 gardes. Les passages à tabac ont commencé en octobre dernier, quelques jours après que 2 gardiens aient été tués dans l'unité de contrôle de haute sécurité de la prison.

Confirmé par des douzaines de témoignages, ce rapport continue : approximativement entre les 4 et 7 novembre, chaque prisonnier a été éjecté de sa cellule par un groupe d'officiers portant des combinaisons ano-

nymes, des gilets de protection, des masques sur le visage, des gros gants, des lourds gourdins terminés par des morceaux d'acier. Ces gardes ont systématiquement frappé et brutalisé la population entière de la prison, un par un, dans ce qui a été appelé une « fouille de sécurité » de toutes les unités.

Autre extrait de ce rapport : chacun des 300 à 400 prisonniers ont été poussés et traînés en dehors de leurs cellules, nus ou en sous-vêtements, et menottés dans les dos. Ils ont été frappés, malmenés, brutalisés et constamment menacés et injuriés. Les gardiens tiraient des coups secs sur les menottes, frappaient les bras, les jambes, les dos, les estomacs, les côtes avec les billes d'acier au bout, utilisés d'un coup sec, permettent de faire des blessures internes, ainsi les contusions externes sont-elles minimisées. En plus beaucoup de prisonniers ont été menacés d'être tués plus tard.

Depuis les passages à tabac, les activités récréatives et éducatives de la prison ont été stoppées et la bibliothèque juridique a été fermée. Beaucoup de prisonniers n'ont pas de timbres et n'ont aucun moyen de communication avec le monde extérieur puisque les communications téléphoniques sont difficiles voire impossibles. Les biens personnels ont été confisqués et retournés aux familles des prisonniers sans aucune explication.

Marion est la prison fédérale de plus haute-sécurité du territoire. Le B.O.P. dépeint constamment les prisonniers comme les plus brutaux et adeptes de la violence du système. En fait, ceux qui sont envoyés dans cette prison sont les prisonniers politiques les plus importants et des hommes qui se sont levés pour le respect de leurs droits. »

Informations envoyées par le Comité d'information et de soutien aux Indiens d'Amérique.

AUX AMIS D'« ACRACIA »

JE vous informe qu'Acracia ne sera plus publiée. En tant que responsable de la revue depuis mars 1983 jusqu'au n°10 de mars-avril 1984, il me semble nécessaire de justifier auprès de nos amis les raisons qui m'obligent à arrêter.

En premier lieu, pour les numéros-dossiers de la revue, j'ai dû assumer pratiquement tous les frais, en plus du travail qu'amenaient l'édition de chaque numéro et l'élaboration de la première page.

Bien que la revue soit éditée à la ronéo, les coûts sont élevés et demandent l'investissement d'un certain temps. Pour le travail de publication de la revue, j'ai compté avec

la collaboration importante d'une amie, qui sans avoir été attachée au groupe éditeur d'origine, a fait de grands efforts pour ce travail ; en second lieu, mon actuelle situation de chômeur m'empêche de continuer la revue et en troisième lieu, le manque de collaboration de ceux qui se disaient et se disent sympathisants de l'anarchisme.

Avec ce communiqué, je veux solliciter :

- les amis de l'extérieur de continuer à m'envoyer leur publications à la B.P. de la revue, avec l'engagement de ma part de maintenir la correspondance et de tenter de reprendre la publication d'Acracia à moyen terme ;

- les amis du pays, qui n'ont pas de responsabilité directe dans l'arrêt de la revue, que nous maintenions nos liens et continuions de divulguer la pensée anarchiste. Peut-être que dans les générations plus jeunes et moins déformées par cette société et par le marxisme, trouverons-nous ceux qui maintiendront avec plus de conséquence la divulgation de l'anarchisme.

Si quelqu'un, dans ce pays, à court terme, désire persister dans la diffusion de l'anarchisme au travers d'une publication portant le nom d'Acracia ou non, il peut compter sur ma collaboration.

Acracia

DES récentes pages « Archives » consacrées à l'étude de l'Etat par Leval (*Le Monde libertaire* n°526 et 527) avaient été l'occasion de rappeler l'œuvre constructive du peuple espagnol après le coup d'Etat franquiste. Ces années 36-39 ont en effet permis en de nombreuses régions, débarrassées de la tutelle étatique et capitaliste, l'émergence d'une société libertaire, décrite par ailleurs minutieusement par Gaston Leval dans son livre, récemment republié, *Espagne libertaire* (1). Nous donnons dans ce numéro, un court aperçu du travail d'émancipation social et économique réalisé dans les campagnes espagnoles par les anarchistes. Ce texte est extrait de la brochure *La Collectivisation de la C.N.T.* (2) ; brochure étudiée par la Fédération locale de Drancy de la C.N.T. (2) ; brochure étudiant les collectivisations dans le domaine agricole, notamment au Mexique, en Bulgarie, en U.R.S.S. et en Espagne.

LA COLLECTIVISATION DE L'AGRICULTURE EN ESPAGNE (1936-1939)

La riposte au coup d'Etat militaire et fasciste de juillet 1936, prenant forme d'une guerre civile, transformée par la suite en guerre tout court pour la défense de la République espagnole, devint une révolution sociale profonde à tendance nettement libertaire. Les vastes tentatives de collectivisation englobant toutes les branches de l'économie — industrie, agriculture, transports, services — se rendirent une nécessité afin d'assurer, tant la continuité de la vie économique que la défense armée du pays. La mise en marche des entreprises paralysées et l'exploitation des terres abandonnées par leurs propriétaires fascistes s'avèrent impossibles, dans les conditions données, sous d'autre forme que l'autogestion par les travailleurs et les paysans.

La collectivisation se vit favorisée par la grande influence de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme, par la préparation idéologique avancée d'importantes masses ouvrières et paysannes affiliées à la C.N.T. et par la présence des cadres de militants libertaires de base, avec une vision claire des problèmes économiques et sociaux, non seulement dans les centres industriels, mais aussi à la campagne.

Le terme de collectivisation, adoptée en Espagne, ne correspond pas exactement à la multiplicité des formes de l'autogestion ouvrière et paysanne et au contenu social des nouvelles entreprises économiques. Commencant par la simple « syndicalisation », c'est-à-dire la prise en mains de la production par les syndicats, la collectivisation dépassait souvent l'application du principe de répartition collectiviste, réalisant dans une large mesure le communisme. Elle prenait aussi la forme de municipalisation ou communalisation, revêtant le caractère d'une socialisation intégrale de l'économie ou, tout au moins de certaines de ses branches.

La collectivisation dans l'industrie, avec l'ampleur et la réussite jamais vue, est d'une importance particulière car elle fut le démenti le plus catégorique de toutes les affirmations gratuites des ennemis de l'anarchisme le considérant comme une conception économique-sociale dépassée qui aurait pu plus ou moins satisfaire aux besoins d'une économie artisanale, mais qui serait totalement impuissante face à un développement compliqué du monde social et économique moderne. Cependant cette expérience mérite une étude à part. Ici, c'est l'agriculture seulement qui nous intéresse.

La collectivisation de l'agriculture — objet de l'étude — ne tarda pas, après les premiers succès des combats qui provoquèrent un grand enthousiasme. Elle fut rapide, surtout dans les régions de grande propriété terrienne — l'Aragon en l'occurrence. Les terres expropriées des « absentéistes » et des fascistes en fuite servirent de point de départ à la formation des collectivités auxquelles s'ajoutèrent celles des petits propriétaires adhérant volontairement à l'exploitation en commun. On peut remarquer ici, le travail théorique réalisé par le Dr. Isaac Puente, en ce sens.

Au bout de quelques mois qui suivirent les premières victoires, le réseau des collectivités s'étendit dans toutes les régions restées sous le contrôle de la République et atteint presque le nombre de 2 000. D'ailleurs jusqu'ici, ni le nombre des collectivités agricoles ni leur étendue n'ont pu être exactement établis, l'existence de la dictature fasciste ne favorisant nullement les études de cette expérience si riche de formes, d'initiatives et de réalisations, et d'une importance exceptionnelle pour l'avenir des tentatives similaires sur le plan international. Mais la description des réalisations les plus connues, objet d'un nombre restreint d'ouvrages, permet d'en prendre connaissance et d'en ti-

rer des enseignements. En recommandant aux lecteurs la consultation de ces ouvrages pour les détails, nous essaierons de présenter schématiquement les traits caractéristiques de la collectivisation espagnole, de faire ressortir ses avantages et d'en souligner les succès, en comparaison avec la collectivisation sous des régimes de socialisme étatique.

Les premières collectivités agricoles firent leur apparition en Catalogne et en Aragon où l'influence du mouvement libertaire était la plus forte et augmenta, avec son apport décisif largement prédominant sur celui des autres forces antifascistes dans la lutte contre les troupes militaires rebelles.

La collectivisation la plus rapide et la plus dense se réalisa en Aragon, grâce à une particularité de cette région, à savoir : dans chaque village, il y avait des groupes de militants bien préparés, d'une vingtaine de personnes en moyenne, dynamisées par le souffle d'enthousiasme des victoires remportées à Barce-



lone et dans toute la Catalogne et le passage des colonnes anarchistes qui avançaient vers Saragosse.

Les collectivités englobaient des villages entiers et embrassaient toute la vie sociale et économique locale, se confondant ainsi avec la commune. Lorsque le gouvernement républicain ordonna, en janvier 1937, la nouvelle constitution antifasciste des municipalités, les conseils municipaux d'Aragon se confondirent en plusieurs localités avec les commissions administratives des collectivités, ces commissions étant élues par l'assemblée générale de toute la population. Le nombre des collectivités en Aragon s'éleva à 400.

Les collectivités constituaient dès leur création des Fédérations cantonales réunies en une Fédération régionale. Les cantons devinrent centres de liaisons permanents qui assurèrent les échanges entre les collectivités, leur fourniture, les relations avec l'extérieur

et le fonctionnement de certains services de caractère cantonal (les hôpitaux, par exemple).

Le congrès constitutif de la Fédération des collectivités d'Aragon, qui eut lieu les 14 et 15 février 1937, à Caspe, où 25 fédérations cantonales étaient représentées, réunissant à leur tour les collectivités de 275 villages avec 141 430 familles, décida :

- la suppression de la monnaie au sein des collectivités et la constitution, par un apport général, d'un fonds commun de marchandises et de ressources financières devant servir aux échanges avec d'autres régions et avec l'étranger.
- l'acceptation de l'organisation communale permettant « de mieux contrôler l'ensemble des activités dans les villages », décision complétée, par la suite, d'une modification des délimitations géographiques-administratives traditionnelles, d'après les besoins de la révolution et la logique de l'économie sociale opposée aux découpages arbitraires et capricieux de l'Etat historique.

La collectivisation dans les autres régions républicaines, qui commença un peu plus tard, prit des formes d'organisation et de fédération par cantons et par régions semblables, avec une plus grande extension territoriale dans le Levant et avec une fonction d'échanges internationaux de la Fédération régionale, assurant l'exportation de grandes quantités d'oranges provenant, non seulement des collectivités, mais aussi du secteur privé.

D'après les informations que Gaston Leval a pu recueillir et publier dans son excellent ouvrage (1), la socialisation agraire englobait 400 collectivités en Aragon, 900 au Levant, 300 en Castille, 30 en Estrémadure, 40 en Catalogne. En dehors de l'Aragon où la socialisation prit le caractère d'un système généralisé et bien coordonné, la monnaie n'a pas été supprimée, mais par contre, certaines collectivités appliquaient dans leurs rapports intérieurs un collectivisme qui s'identifiait souvent avec le communisme, et les entreprises devenaient de vraies communes communistes libertaires.

Le trait caractéristique le plus distinctif de la collectivisation espagnole fut la liberté d'adhésion et de démission des paysans, le respect de leur volonté d'exploiter individuellement les terres qu'ils possédaient, lorsqu'ils ne voulaient pas adhérer à la collectivité, mais à condition de ne pas se servir de salariés. Ce respect envers les « individualistes » prenait quelquefois un caractère de bienveillance particulière, lors des échanges de terres, lorsque certaines de leurs parcelles se trouvaient au milieu des terres collectivisées (les « individualistes » recevaient, en échange, de meilleures terres, et mieux situées par rapport au village et aux chemins).

Lorsque la collectivité intégrale s'étendait sur la plus grande partie du territoire de la localité et réunissait la majorité des paysans, elle se confondait dans son fonctionnement, avec l'administration de la commune, assurant toute la vie économique, sociale et culturelle, la collectivisation concernant non seulement l'exploitation des terres, mais aussi l'artisanat, les services, les échanges et la consommation. Les écoles dépendaient, du point de vue matériel et financier, entièrement des collectivités, ainsi que les hôpitaux situés dans les cantons, par l'intermédiaire de la fédération cantonale.

G. Balkanski

(1) *Espagne libertaire*, G. Leval, en vente à la librairie du Monde libertaire, 60 F.
(2) *La Collectivisation*, G. Balkanski, en vente à la librairie du Monde libertaire, 5 F.

« TRABOULES ET SAVANES »

CHANSONS

De Pierre Delorme

Je l'ai découvert il y a deux mois avec beaucoup de plaisir. Bien que le contenu — au demeurant la pochette — ne soit pas très expressif, je dois avouer que son contenu m'a séduit et m'enchanté encore. Les textes précis, ponctués par des accents d'Afrique, suggèrent des tableaux de notre temps — L'Africain, Amigo — et des clins d'œil aux Marquises de Gaugin, où planerait l'ombre d'une oreille coupée, donnent l'envie de mordre la couleur à pleines dents.

Bref, un V.D.Q.S. (vynil de qualité supérieure) produit sur les côtes du Lyonnais, le bouchon est un « Charles Cros 84 », la cire coulée au « Printemps de Bourges » de la même année, et la bouteille, de plus de cinq ans d'âge, a déjà donné « Ballade au centre ville ». Avec « Traboules et savanes », les vendanges prochaines sont plus que prometteuses, d'autant que Pierre Delorme (1) a une voix chaude pour nous les faire partager.

René Pic

(1) Disques Jam, accompagné par Christian Gentille, en vente à la librairie du Monde libertaire, 60 F.

« CONTRE-CHAMP »,

LE MAGAZINE DU CINÉMA SUR RADIO-LIBERTAIRE

« **C**ONTRE-champ » propose chaque mardi, à 22 h, un panorama complet de l'actualité cinématographique, tout en privilégiant un film en particulier : film d'auteur, première réalisation, œuvre en marge des circuits commerciaux traditionnels, etc.

A la fois magazine d'information et de critique, sous forme de brèves chroniques, « Contre-champ » donne la parole aux réalisateurs, aux acteurs, ainsi qu'aux autres professionnels du cinéma dont le rôle, pour-

tant primordial, est souvent passé sous silence. Seront également invités des journalistes spécialisés de la presse écrite ou parlée, et des auteurs de livres consacrés au 7^e Art.

Destiné au grand public, « Contre-champ » prévoit également de mettre en lumière certains aspects de l'histoire du cinéma. En projet : la période fasciste du cinéma italien, la chasse aux sorcières aux Etats-Unis dans les années 50.

Pour faire une bonne radio, Yves Froment-Coste de Téléra-

C'est un livre (1) passionnant à plus d'un titre que nous propose cet économiste de formation qu'est François Partant. L'absurdité de notre système économique mondial y est mise en valeur d'une façon éclatante.

Tout y passe : l'ethnocentrisme de la civilisation occidentale qui a su un moment donné reculer l'échéance de sa dégénérescence grâce aux pays du tiers monde et à leur exploitation, l'impossibilité matérielle de son développement qui l'a fait se heurter aux contradictions inhérentes à son système économique (devenu mondial), son asphyxie avec les répercussions

sociales que nous connaissons. Sans oublier bien sûr ce mythe du modernisme que chaque Etat essaye de promouvoir et qui n'est en fait qu'une façon de reculer pour mieux sauter.

Après une analyse implacable des mécanismes économiques du « développement » et de sa crise, des idéologies libérales, marxistes ou avant-gardistes de tout poil, François Partant se lance dans des propositions audacieuses. Puisque la fraction de la population rejetée par le système — qui ne peut plus l'intégrer — augmente sans cesse et de plus en plus vite, elle pourrait être le moteur d'une économie basée sur des principes d'autogestion économique

et sociale. Les individus laissés pour compte s'organisent eux-mêmes en libres associations et faisant face aux pouvoirs en crise. Perspectives discutables peut-être, mais qui ont le mérite d'être posées et auxquelles il faudra de toute façon réfléchir.

En tout cas, c'est un livre très riche, agréable à lire et dont le contenu ne laisse pas indifférent. Il mérite de figurer en bonne place sur les rayons de votre bibliothèque.

Pierre-Yves
Gr. Pierre-Besnard

(1) Editions Cahiers libres - La découverte - Maspéro.

LISEZ

LE MONDE LIBERTAIRE

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

145, rue Amelot - Paris 11^e

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 3 mai :
« Attention fragile » (10 h) : Peuples solidaires, l'aide alimentaire en question
« Du coin des marmites » (12 h) : le restaurant, une autogestion : Le Racine.
« La vie d'artiste » (16 h) : Louis Arti, son dernier disque est super, et Gilles Servat.

• Vendredi 4 mai :
« La bourse et la vie » (10 h) : à propos des foires, reportages, l'U.F.C., l'A.F.O.C.
« Anar-chroniques » (13 h) : de Denis et Nicolas.
« De bouche à orateurs » (16 h) : Marc Robine présente son dernier disque.
« L'Invité quotidien » (20 h) Bernard Main viendra parler du congrès de la Ligue des droits de l'homme.
« Contact libre » (22 h) : au 262.90.51.

• Samedi 5 mai :
« Mon quartier, mon village » (9 h) : la loi de 1948.
« Chroniques syndicales » (12 h) : l'actualité sociale de la semaine.
« U'kamau » (16 h) : la lutte des indiens d'Amérique.
« Prisons » (20 h) : l'association A.R.A.P.E.S., lettres, débats.

• Dimanche 6 mai :
« Ici Dieu, à vous Paris » (9 h) : l'actualité divine de la semaine.
« Paris banlieue blues » (15 h) : des projets pratiques pour le tiers monde.
« Trisomie 21 » (20 h)

• Lundi 7 mai :
« De la lyre aux délires » (10 h) : de la poésie...
« Chroniques du Père Peinard » (17 h)
« Près du radiateur » (18 h) : animée par de jeunes lycéens libertaires.
« Radio-Libertaria » (19 h) : revue de presse, agenda... à 22 h émission en castillan.

• Mardi 8 mai :
« La mémoire sociale » (10 h) : histoire du mouvement ouvrier.
« Les raisons de la colère » (18 h)
« L'Invité quotidien » (20 h) : la Pologne, Kowalewski, des infos sur les deux Français emprisonnés, etc.
« Contre-champ » (22 h) : l'actualité du cinéma et feuilleton sur P. Pasolini.

• Mercredi 9 mai :
« Le bal des affreux » (10 h 30)
« Bye Jove » (12 h) : l'actualité de la B&DÉ, science fiction.
« A bâtons rompus » (16 h)
« Tam-Tam » (18 h) : les ordonnances de 1959.
« Allo maman bobo » (19 h) : la cellulite.
« L'Invité quotidien » (20 h) : la surprise de la semaine !

« LABORATOIRES DE L'UTOPIE »

De Ronald Creagh

NOTE DE LECTURE

IL faut le dire parce que c'est vrai, ce livre (1) représente un travail remarquable de sérieux sur les communautés socialistes et libertaires aux Etats-Unis de 1800 à nos jours. On y apprend plein de choses. Sur Owen et Fourier, bien sûr. Mais également sur Kendal et les quakers, sur Skaneateles, Prairie Home, sur Josiah Warren, le « pape » de l'individualisme américain, sur Spring Hill, Utopia, le centre Ferrer de New York, Alexandre Berckman, Emma Goldman, Sunrise Hill, Cold Mountain Farm, Paul Goodman, Murray Boochkin, etc. Page après page, on y découvre le pourquoi et le comment d'une infinité d'expériences communautaires « d'essence » libertaire. Le poids de la religion pour les quakers et skaneateles. L'influence des idées socialistes à la fin du siècle dernier. L'absence de perspectives pour les communautés de cette fin de siècle. Page après page, on pénètre dans la vie quotidienne de ces « expériences ». On en partage les espoirs, les efforts, les recherches (2), les difficultés (parasitisme, conflits, etc.), et les échecs. C'est passionnant !

Cela étant, malgré la somme de travail que représente ce livre, malgré la richesse des descriptions qui y figurent et malgré le fait que c'est une véritable mine de renseignements, ce bouquin présente néanmoins quelques « faiblesses ».

Tout d'abord, et c'est décidément une manie à la mode, une confusion est faite entre la pensée utopique et la pensée révolutionnaire. Or, s'il y a un tronc commun entre les deux (dans le refus global du vieux monde, dans la volonté de le détruire entièrement, et dans le désir de le reconstruire de A à Z), il y a également une frontière très nette. L'utopie est totalitaire par essence. Le temps et l'espace y sont figés à jamais. Tout, absolument tout, a été pensé. Et donc, l'évolution, le mouvement, la vie, ... en sont carrément bannis. La révolution, en revanche, prône des expériences et des anticipations de l'avenir, mais elle les prône comme des moments, des tremplins. Car elle sait bien que seule la destruction du vieux monde permettra à un monde nouveau de s'épanouir.

Génant donc, cette confusion entre l'utopie qui s'époumone à changer de vie et la révolution qui cherche en plus à changer la vie. Génant, car selon que les communautés sont d'essence utopique ou révolutionnaire leur démarche diffère du tout au tout. Et donc, il aurait été intéressant de ne pas les mélanger.

De plus — et ceci est sans doute la conséquence de cela — parler d'éducation libertaire à propos de Spring Hill, je trouve cela particulièrement « iniqué-

ment » ma préconise le cocktail suivant : « Il faut du métier, de l'intelligence, le sens du public, l'amour du beau, de la fougue et du cœur. » Comme on le voit, la tâche n'est pas simple, d'autant que pour ma part, j'y ajouterais un zeste d'humour sans lequel, c'est bien connu, la vie ne serait qu'une infâme piquette !

« Contre-champ » tentera de réunir quelques unes des qualités citées plus haut. Enfin, on peut toujours rêver !

Jean-Marie

tant ». Car comment parler d'éducation libertaire à propos d'un Josiah Warren qui « en tant que père de famille a déjà mis ses enfants à l'épreuve, car ils n'ont droit au repas commun qu'en échange du temps de travail qu'ils peuvent offrir à leurs parents ». Ou, à propos de Spring Hill où « il y a séparation des sexes ; les garçons se consacrant aux travaux extérieurs dans les champs, et les filles étant occupées aux tâches domestiques ».

Comme on le voit, ce livre, c'est donc un peu « docteur Jekyll et Mister Hyde ». Côté pile, il y a un matériel historique et un travail de recherche remarquables. Côté face, l'appréhension de ce matériel — son analyse — présente un certain nombre de faiblesses, que ne compense pas le fait d'avoir compris que la durée de vie très courte des communautés n'est nullement synonyme de l'échec de la démarche communautaire.

Un livre à lire, donc ; mais en prenant bien garde de ne pas oublier les lunettes de l'esprit critique. Mais, là-dessus, on peut vous faire confiance ! Est-il ? N'est-il pas ?

J.-M. Raynaud

(1) Editions Payot, en vente à la librairie du Monde libertaire, 80 F.
(2) A Spring Hill (1830-1834), on a fait reposer les échanges sur le temps de travail réel de fabrication ; on a créé une monnaie qui est même reconnue à l'extérieur.

DE LA C.F.T.C. À LA C.F.D.T., POUR ALLER OÙ ?

LES derniers résultats aux élections professionnelles dans la sidérurgie ont montré un recul de la C.F.D.T., une progression de F.O., et un maintien de la C.G.T., cette dernière centrale gardant la place de tête. Les positions tièdes d'Edmond Maire face au plan acier du gouvernement ne sont pas pour rien dans cette baisse de crédibilité de la C.F.D.T. Apparaissant encore comme le syndicat du pouvoir, donc n'étant pas capable de s'opposer à ses attaques contre les acquis de la classe ouvrière, la centrale dirigée par Edmond Maire paye en fait les pots cassés par les autres.

Déjà aux élections de la Sécurité sociale, la C.F.D.T. avait marqué un net recul, F.O. augmentant son score de mécontents et la C.G.T. pouvant encore dire qu'elle est la première centrale syndicale de France. Quand Edmond Maire et son équipe confédérale ont sablé le champagne le 10 mai, ils semblent avoir naïvement cru que le socialisme était là et que tout était réglé. Mais les adhérents et les faits sont têtus et il fallut bien pour les dirigeants de la C.F.D.T. admettre que le patronat était toujours là et que le gouvernement n'était pas le bastion le plus avancé du socialisme. D'où la tentative pour la C.F.D.T. de se redéfinir face à un gouvernement dont elle n'apprécie plus favorablement les agissements.

Il a été souvent dit que la C.F.D.T. pour qu'elle garde une place conséquente dans le mouvement ouvrier français n'avait que le choix de marcher sur les plate-bande de la C.G.T. ou de F.O. L'hypothèse de la troisième voie paraissant avoir été retenue par Edmond Maire, mais son élaboration est sans cesse remise en question ! La semaine dernière, le Conseil national de la C.F.D.T. a planché un an avant le prochain congrès confédéral qui aura lieu à Bordeaux, en mai 1985, sur un rapport de 70 pages approuvé par le bureau national sur l'« adaptation du syndicalisme ». Les orientations mêlées d'interclassisme, le recentrage bis, tout est là pour justifier la formule d'un présentateur d'une radio périphérique : « Conseil national de la C.F.D.T. : bye bye l'autogestion ! ». Des gens mal intentionnés pourraient même se demander s'il existe encore une différence idéologique avec la C.F.T.C. !

Un retour aux origines ?

La non-mention de la lutte de classes peut bien sûr être interprétée dans la C.F.D.T. actuelle comme une sorte de renouveau des thèses chrétiennes de la C.F.T.C. Celle-ci, il n'est pas inutile de le rappeler, a son origine en 1887, à Paris, dans le syndicat des employés du commerce et de l'industrie. Né de l'initiative d'un frère des écoles chrétiennes, il était chargé d'organiser le placement des membres des amicales. Ses objectifs étaient entre autres « d'unir entre eux les employés catholiques » et de « les aider autant qu'il se pourra à se procurer des emplois dans les maisons catholiques. »

Au début de 1899, trois autres syndicats d'ouvriers chrétiens sont créés à Paris : métallurgie, habillement et livre. En 1912, la Fédération française des syndicats d'employés catholiques compte 7 000 adhérents, 49 sections parisiennes et 10 en province. La C.F.T.C. sera fondée en 1920, l'article 1^{er} de ses statuts étant une déclaration de principes : « La Confédération entend s'inspirer dans son action de la doctrine sociale définie dans l'encyclique *Rerum Novarum*. Les ouvriers devant pouvoir présenter leurs « légitimes revendications », mais le but du syndicalisme chrétien étant que les rapports ouvriers-patrons se passent le mieux possible. Il n'est pas dans notre intention de faire ici une critique exhaustive du christianisme social, nous nous bornerons à dire que nombre de patrons sont catholiques !

N'oublions pas non plus qu'à la Libération des contacts furent pris entre la C.F.T.C. et ce que l'on a appelé les « amis de Jouhaux » pour que se fasse une fusion C.F.T.C.-C.G.T. C'est à cette époque que la C.F.T.C. (1), d'organisation professionnelle minoritaire va entamer sa marche pour donner en 1964 naissance à la C.F.D.T. déchristianisée. Pourtant dès 1947, dans la nouvelle déclaration de principes, la C.F.T.C. avait gommé les aspects confessionnels les plus marquants ; en 1952, dans un éditorial de *Syndicalisme*, on pouvait lire « la C.F.T.C. est et restera non confessionnelle, cela signifie clairement qu'elle préservera toujours farouchement son indépendance, non seulement à l'égard de toutes hiérarchies, mais encore de tous mouvements laïcs ou religieux. » Ce qui ne devait pas être aussi limpide que ça puisse C.F.D.T. il y a eu ; C.F.D.T. qui verra son envol avec mai 68 ! (2).

Des occupations de 68 à l'autonomie engagée

Si mai 68 n'avait pas eu lieu, la C.F.D.T. aurait-elle l'importance qu'elle a connu depuis ? La question mérite d'être posée car tous les thèmes libertaires de 68 ont été assimilés par la C.F.D.T. Avec le recul du temps, on peut parler bien sûr de récupération, mais bride sur le cou ou pas, la C.F.D.T. développait les



structures interprofessionnelles, les sections d'entreprises... bref prenait à revers F.O. et la C.G.T. par son dynamisme et la capacité d'intervention des adhérents sur les décisions.

L'autogestion, la tradition anarcho-syndicaliste du mouvement ouvrier français, l'autonomie du syndicat, tout cela en vrac et à des degrés divers était revendiqué par la C.F.D.T. On était encore loin des articles dans *Syndicalisme-hebdo* disant que le syndicalisme c'est bien, mais que le complément politique est indispensable. La trajectoire de la C.F.D.T. après 68 peut être traduite par la différence qu'il y eut entre le troisième congrès de l'union départementale C.F.D.T. des Hauts-de-Seine (25 et 26 novembre 1972) que l'on a pu qualifier de syndicaliste révolutionnaire et le 38^e congrès national de la C.F.D.T. au printemps 76 où des militants syndicalistes désabusés répondaient à la place d'Edmond Maire : « Gardarem lo P.S. » !

La C.F.D.T. a vu en fait dans les années 70 la prise en main de son appareil par le Parti socialiste en quête de troupes fraîches pour faire poids face au P.C. dans le jeu de l'union de la gauche. Peut-on déjà écrire l'histoire et analyser les alliances qu'il y eut entre les « jeunes » loups du Programme commun et les anciens (3) militants des *Cahiers Reconstruction* ?... nous ne nous y hasarderons pas aujourd'hui. Rappelons simplement que la fin des années 70 a vu les premières exclusions des structures de la C.F.D.T. (Usinor-Dunkerque, Lyon-gare, Bordeaux-chèques, etc.). Le temps du « tout le monde est beau et gentil » avait fait place à un appareil politique qui tranchait tout ce qui dépassait. La C.F.D.T. était toujours autonome mais celle-ci était engagée avec le P.S. complément indispensable de l'action syndicale. Dès l'élection de Mitterrand, l'appareil confédéral cédériste pouvait sereinement contempler le travail accompli et croire que le but ultime était arrivé : la gauche au rênes de l'Etat. Puis les coups de gueule de Maire vis-à-vis du gouvernement ont montré que tout n'était pas pour le mieux dans le meilleur des mondes.

La perte d'adhérents, les restructurations industrielles, la concurrence âpre avec la C.G.T., tout cela a amené la confédération ou plutôt sa direction à se remettre en question, à redéfinir le rôle du

syndicat autogestionnaire en disant : « nos acquis sont solides et tiennent la route, ils indiquent une alternative au P.C. » mais il y a nécessité de les « radicaliser ». La où on attendait surtout le secrétaire général de la C.F.D.T. c'était sur la lutte des classes, existe-t-elle toujours depuis le 10 mai 81 ?, ou n'est-elle qu'un nuage de fumée entretenu par les divers opposants à la ligne confédérale ? Rien sur ce brûlant sujet directement, mais tout de même une sorte de réponse : l'entreprise doit être repensée, ce n'est plus systématiquement un lieu « où les salariés sont dominés ». Parallèlement on sous-entend que les patrons ne sont pas systématiquement des adversaires de classe (4) et le tour est joué, on revient à la case départ, sur les positions de *Rerum novarum*.

Au fil des pages de ce rapport, on peut lire aussi entre les lignes que pour respecter les idées des adhérents, il ne faut plus avoir aucun discours politique. Maire veut donc à tout prix se démarquer de l'image de syndicat gouvernemental qui lui a coûté si cher aux récentes élections professionnelles, mais la direction de la C.F.D.T. compte-t-elle vraiment redorer son blason en écrivant qu'elle est prête à rencontrer « les élus ou les partis d'opposition sous l'angle de l'efficacité et de l'utilité ». Une « recherche de convergences » C.F.D.T.-R.P.R. est-elle donc concevable ? C'est bien sûr outré mais on est bien loin de la stratégie de l'union des forces populaires de 1976.

Alors virage à 190°, juste et courageuse remise en question, simple retour aux conceptions du syndicalisme chrétien ? Le rapport d'Edmond Maire a cela de commun avec un discours d'Henri Kravitski c'est qu'avec un peu de bonne volonté chacun y trouve un petit mot pour lui ! Quand Maire écrit « Nous voulons être les continuateurs du syndicalisme de défense et de transformation transcrit dans la Charte d'Amiens », veut-il vraiment revenir aux conceptions et à la pratique de la C.F.D.T. de l'après-68 ?

Comme il le dit plus loin les faits contredisent ces belles affirmations et on peut se demander quelle orientation prendra la C.F.D.T. avec son congrès 85. Quand dans les textes confédéraux on ne voit plus aucune référence à la lutte des classes on peut se demander où veut aller cette organisation syndicale. Une organisation de classe est une organisation qui regroupe tout ou partie d'une classe sociale sur la base du rôle que chaque individu de cette classe joue dans les rapports sociaux de production. Quand on nie qu'il y a antagonisme entre les différentes classes de la société où veut-on faire aller le syndicalisme ? Dans les mois qui vont suivre, les structures de la C.F.D.T. vont avoir à discuter des débats de ce conseil national des 25, 26 et 27 avril. En tout cas ce n'est pas leur direction confédérale qui leur aura indiqué le bon chemin ! Alors que le syndicalisme révolutionnaire du début du siècle se proposait de changer le monde, l'interview de Maire dans *C.F.D.T. Magazine* était intitulé « Le monde change, changeons notre syndicalisme ». Etrange perméabilité à l'idéologie dominante !

Alexis Pierre

Conjuguer 84 avec la collaboration de classes ?

Le rapport du secrétaire général Maison au conseil national de la C.F.D.T. ne dissipe pas les malentendus et entretient les ambiguïtés sur l'avenir de cette confédération. La direction de la C.F.D.T. a souvent dit au cours des multiples phases de recentrage que des militants « allaient trop loin », qu'il fallait être plus concret pour que les adhérents suivent. Ce qui se traduisait souvent par l'absence de tout débat politique, celui-ci étant objectivement monopolisé par les instances dirigeantes. Amorcé en janvier 78, consacré en mai 79, le recentrage se poursuit et Edmond Maire esquive d'avance son opposition interne qui lui reproche de ne plus faire référence au socia-

(1) Du 6 au 17 février 47, à Londres, la C.F.T.C. comme la C.G.T. participait à la conférence syndicale qui prépare la constitution de la Fédération syndicale mondiale.

(2) La perte de 10% des effectifs avec le congrès de 64, pour regrettable qu'elle fut, a été largement compensée par une progression constante particulièrement remarquable en 68-69. E. Descamps, préface de *La C.F.D.T.*, éditions Seuil.

(3) Rassemblement de militants qui au sein de la C.F.T.C. œuvrèrent pour la naissance de la C.F.D.T. E. Maire l'oubliera quand il dénoncera plus tard ce qu'il appellera les « coucoucs » de la C.F.D.T. (4) Certaines structures de la C.F.D.T. prévoient déjà dans leurs stages de formation syndicale l'intervention de patrons exposant leurs problèmes !